

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUID DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 553**  
**Mai-Juin-Juillet 2024**

61<sup>e</sup> année - 1,5 € / 3 CHF /  
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5  
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Succès électoral du RN et nouvelles élections. ...
- Italie, France : À quoi ont servi les élections européennes ? ...
- Guerre à Gaza, guerre en Ukraine, « économie de guerre »...
- De quelques réactions à la guerre en Palestine
- Contre la guerre impérialiste russo-ukrainienne ...
- «Journées d'action anti-guerre». Prague, 24-26 mai 2024
- La Révolution d'Octobre 1917, confirmation du communisme (1)

## Solidarité avec les prolétaires et les jeunes révoltés de Nouvelle Calédonie!

Commencées le 13 mai, les émeutes et les affrontements se soldaient en date du 19 par un lourd bilan est lourd : 6 morts (dont 3 jeunes kanak tués par des milices «caldoches»), des centaines de blessés et d'arrestations, de nombreux incendies de bâtiments officiels (bâtiments municipaux, commissariats de quartier) et autres, et des pillages de magasins dans le grand Nouméa – la capitale qui avec plus de 180 000 habitants, concentre les 2/3 de la population de Nouvelle Calédonie. Comme dans le reste de l'île persistaient les barrages dans les quartiers et sur les voies de communication tandis que l'activité économique était toujours à l'arrêt.

Ces émeutes se sont déclenchées sur la lancée de la mobilisation des organisations indépendantistes contre la réforme constitutionnelles décidée par le gouvernement pour «dégeler» le corps électoral («gelé» depuis les accords de Nouméa) qui serait du coup augmenté de 25 000 personnes environ, présentes depuis au moins 10 ans sur l'île, ce qui aurait pour effet d'accroître d'autant le nombre d'électeurs non kanak potentiellement hostiles aux indépendantistes. Il faut savoir que les Kanak ne représentent que 41 % des 270 000 habitants de l'île contre 24 % d'«Européens» («cal-

( Suite en page 3 )

## Le succès électoral du Nouveau Front Populaire n'est pas une victoire pour les prolétaires

Plus que le succès électoral du NFP, l'échec inattendu du Rassemblement National à conquérir une majorité qui lui aurait permis de former un gouvernement a été un soulagement pour de nombreux prolétaires, en particulier parmi les travailleurs immigrés qui constituent une forte proportion du prolétariat industriel et non industriel : la lutte contre l'immigration, qui est le thème principal de la propagande du RN et les mesures xénophobes qu'il prévoyait annonçaient une aggravation de la pression et de la répression contre cette fraction du prolétariat en même temps qu'un encouragement aux vexations racistes de toute sorte et l'accentuation des divisions entre prolétaires français et étrangers.

Mais en fait avant même l'éventuel-

le venue au pouvoir du RN, les gouvernements successifs n'ont cessé de multiplier les mesures et de faire passer des lois anti-immigrés dans le cadre de leurs attaques continues contre les conditions de vie et de travail des prolétaires. Contre toutes ces mesures et contre toutes ces attaques la seule voie efficace réside dans la lutte prolétarienne, pas dans le bulletin de vote et la confiance dans les partis de gauche et les directions syndicales qui ont donné à d'innombrables reprises, au gouvernement et dans l'opposition, la preuve de leur dévouement à l'ordre bourgeois.

L'alliance électorale de ces partis et organisations anti-prolétariennes a dé-

( Suite en page 2 )

## Le Pétrole, le Moyen Orient et l'impérialisme

### LA «DOCTRINE CARTER»

En janvier 1980 le très pieux président Démocrate américain, Jimmy Carter, énonça, lors du traditionnel «discours de l'Union», ce qu'on allait appeler la «doctrine Carter». Son principal élément était synthétisé dans la phrase suivante: «toute tentative de contrôle de la région du golfe Persique par une force extérieure sera considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique et sera réprimée par tous les moyens nécessaires, y compris par la force».

Cette affirmation répondait explicitement à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS; Carter expliquait: «La région aujourd'hui menacée par les troupes soviétiques en Afghanistan est d'une grande importance stratégique : Elle contient plus des deux tiers du pétrole exportable dans le monde. L'effort soviétique pour dominer l'Afghanistan a amené les forces militaires soviétiques à moins de 300 miles de l'océan Indien

et à proximité du détroit d'Ormuz, une voie navigable par laquelle la majeure partie du pétrole mondial doit s'écouler. L'Union soviétique tente aujourd'hui de consolider une position stratégique qui constitue donc une grave menace pour la libre circulation du pétrole du Moyen-Orient».

La conséquence pratique de cette «doctrine» sera la création en mars 1980 d'une «Force de déploiement rapide» de plusieurs dizaines de milliers d'hommes; censée en théorie pouvoir être envoyée dans le monde entier; mais en pratique elle avait explicitement le Moyen-Orient comme cible, de l'Égypte à la Somalie, de l'Afghanistan au Yémen avec l'objectif de «assurer la stabilité dans la région et le flux du pétrole vers l'Ouest» face aux menaces de l'extérieur, de guerres entre États de la région et d'insurrections dans ces États. Il faut dire que la dite «révolution islamique» qui venait de renverser

( Suite en page 13 )

## Le succès électoral du Nouveau Front Populaire n'est pas une victoire pour les prolétaires

( Suite de la page 1 )

bouché comme c'était inévitable sur un « front républicain » au nom duquel elle a appelé à soutenir des candidats bourgeois y compris responsables directs des attaques anti ouvrières : c'est ainsi que par exemple la prétendue « extrême gauche » de La France Insoumise a fait voter pour l'ancienne première ministre Borne qui a piloté l'attaque sur les retraites, ou pour Darmanin responsable entre autres de la dernière loi anti-immigrés et de la répression coloniale en Nouvelle Calédonie et qui trouvait en février 2021 Marine Le Pen « un peu molle » contre le « séparatisme » et l'« islamisme » (mots-clés pour désigner les prolétaires arabes)!

Une nouvelle fois l'épouvantail de l'extrême droite a servi à susciter la mobilisation des électeurs en faveur de la « République » soi-disant menacée, c'est-à-dire en faveur de la forme « démocratique » de la domination de la clas-

se capitaliste, que le RN n'entendait absolument pas modifier ; cette mobilisation électorale est la concrétisation dans les urnes de la soumission politique plus générale du prolétariat à la domination bourgeoise sous l'action en particulier des partis et organisations syndicales qui sabotent toutes ses luttes. La poussée électorale de l'extrême droite en France et dans les autres pays européens est le signe d'une tendance de fond dans les conditions présentes de crises économiques et guerrières croissantes vers plus d'autoritarisme dans la domination bourgeoise, tendance à l'oeuvre depuis plusieurs années sous les gouvernements « républicains » de droite ou de gauche. L'échec du RN à arriver au pouvoir qui s'explique par le fait que d'importantes forces bourgeoises en France n'y sont pas aujourd'hui disposées (à en croire le quotidien patronal *Les Echos*, « les milieux économiques » (sic) étaient « tétanisés » devant la perspective d'un gouvernement RN, les contacts avec Le Pen s'étant « mal passés »), ne contredit pas cette tendance qui va continuer à s'exercer sous une forme ou une autre, quel que soit le gouvernement qui sortira des laborieuses tractations internes au NFP et/ou des combats parlementaires.

La CGT cheminots appelle à des manifestations le 18 juillet devant les préfectures et l'Assemblée nationale pour exiger la formation d'un gouvernement issu du NFP. Ces bonzes n'appellent pas les prolétaires à entrer en lutte pour défendre leurs intérêts de classe ! Pourtant à l'époque du premier Front Populaire en mai - juin 1936, ce sont les grèves ouvrières qui permirent d'arracher aux capitalistes les revendications fondamentales non prévues par les partis de la coalition électorale. La plupart (semaine de 40 heures, retraites...) commencèrent dès 1937 à être supprimées par le gouvernement du Front Populaire lui-même qui laissa en outre l'inflation reprendre les augmentations de salaire obtenues, tout en dirigeant le pays vers une préparation à la boucherie impérialiste.

La leçon tragiquement payée alors par le prolétariat est la suivante : les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leurs propres luttes et sur leur organisation indépendante de classe, et non sur les partis et organisations réformistes qui prétendent les défendre sans toucher au capitalisme.

Cette leçon brûlante vaut pour aujourd'hui comme pour hier et pour demain !

11/07/2024

### Succès électoral du RN et nouvelles élections

## Ce n'est pas un front populaire électoral qui peut s'opposer aux attaques bourgeoises mais la lutte de classe anticapitaliste !

Après le succès électoral du RN et le mauvais score de la liste gouvernementale aux élections européennes, Macron a donc décidé de dissoudre le parlement pour provoquer des élections législatives anticipées ; de son côté la campagne se fera au nom du refus des « extrêmes » et de la défense des « valeurs de la République ». A gauche les partis qui s'invectivaient la veille encore se sont rabibochés en un clin d'oeil, non seulement pour défendre leur sièges de députés, mais aussi pour s'opposer à la menace de l'extrême droite et pour défendre la « démocratie ». Ils ont choisi le nom de « Front Populaire » pour baptiser cette alliance non seulement parce que l'appellation « Union de la Gauche » aurait trop rappelé l'action de celle-ci au service de l'ordre bourgeois, mais surtout parce qu'il permet d'évoquer de vagues souvenirs de la lutte antifasciste des années trente – alors que le Front Populaire avait essentiellement servi à contenir la gigantesque vague gréviste de 1936.

Ce nouveau Front Populaire a vu le ralliement implicite ou explicite de la plupart des syndicats (CGT, CFDT, Soli-

naires, FSU, UNSA) et des groupes dits d'« extrême gauche ».

Une nouvelle fois, comme c'est le cas depuis des décennies, un supposé danger fasciste incarné par le FN ou son héritier actuel le RN, est agité pour mobiliser la population en général et les prolétaires en particulier en soutien à l'ordre établi et aux institutions de la république bourgeoise prétendument menacées.

Le RN est sans aucun doute une force politique fondamentalement réactionnaire et antiprolétarienne en dépit de sa propagande démagogique, et sa venue au pouvoir ne pourrait qu'être synonyme d'attaques capitalistes redoublées. Mais chacun sait que ces attaques n'ont pas attendu la victoire du RN : dans la lignée du gouvernement Hollande, le gouvernement Macron n'a cessé au cours des années de multiplier les mesures anti-ouvrières (encore dernièrement la loi durcissant les mesures contre les chômeurs) et aggravé la répression contre les luttes et les protestations sociales les plus diverses. Sa loi immigration a d'ailleurs été votée à la fin de l'année dernière par le RN ! Cette politique correspond aux nécessités du capi-

talisme dans une période plus difficile pour lui, les gouvernements en place en sont seulement les agents plus ou moins efficaces ; la poussée de l'extrême droite en France comme ailleurs en Europe est le reflet du besoin du capitalisme d'accroître l'exploitation, l'oppression et la répression, y compris en modifiant les équilibres politiques existants. Elle n'annonce pas l'arrivée d'une forme de fascisme, la démocratie permettant cette dégradation des conditions économiques et sociales des prolétaires tout en détournant le mécontentement inévitable vers l'inoffensif terrain électoral.

Une victoire électorale des partis réformistes de gauche qui ont toujours été les serviteurs zélés du capitalisme avec l'appui des syndicats qui ont saboté toutes les grandes luttes des dernières années serait bien incapable de déboucher sur une opposition aux attaques capitalistes.

Quelle que soit l'issue des prochaines élections, les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leurs propres luttes pour se défendre : c'est à cela qu'ils doivent se préparer sans se laisser duper par les illusionnistes d'un nouveau Front Popu-

## Solidarité avec les prolétaires et les jeunes révoltés de Nouvelle Calédonie!

( Suite de la page 1 )

doches»), les autres appartenant à diverses communautés océaniques, asiatiques ou n'appartenant à aucune.

La mobilisation contre le dégel est dirigée politiquement par le FLNKS (Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste, regroupant les principales organisations indépendantistes) et organisée par la CCAT (Cellule de Coordination des Actions sur le Terrain), initiée par des militants du FLNKS et le syndicat USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités), s'est notamment traduite par des grandes manifestations à Nouméa (20 000 personnes selon les médias, face à un nombre comparable de «loyalistes» caldoches) et sur le reste du territoire et des grèves. La CCAT a ensuite appelé le 13 mai la veille du vote à l'Assemblée nationale de la loi sur le dégel du corps électoral, à des barrages ; alors que sur le reste du territoire les actions restaient globalement pacifiques c'est à une véritable explosion sociale qu'on a assisté à Nouméa: les jeunes manifestants ont déversé leur rage contre tout ce qui représente un système qui les écrase, ne leur promettant que misère, exploitation, chômage et racisme.

De leur côté les forces de l'ordre débordées et les autorités politiques ont laissé s'organiser des milices pour défendre les riches propriétés des quartiers caldoches contre la colère des émeutiers. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence (avec le soutien du PS, fidèle à sa longue tradition de répression coloniale, y compris en Nouvelle Calédonie, au nom du rétablissement de l'«ordre républicain») et dépêché un millier d'hommes en renfort sur l'île ; le ministre de la «justice» a publié une circulaire demandant que soient appliquées

«les sanctions les plus lourdes contre les émeutiers et les pillards» en donnant en modèle la répression des émeutes des quartiers prolétaires de juin 2023. Les autorités françaises ont accusé la CCAT, dénoncée comme «*groupuscule mafieux qui commet meurtres et pillages*» d'être responsable des événements et elles ont assigné 10 dirigeants de celle-ci à résidence (1).

Pourtant la CCAT a protesté qu'elle n'avait jamais appelé à l'insurrection comme on l'accuse, mais seulement à des actions pacifiques et elle demandait le 14 «*à l'ensemble de nos jeunes de lever le pied*». Lors d'une conférence de presse le FLNKS déclarait le 15 qu'il «*dénonçait les exactions commises*», lançait un appel à la levée des barrages et affirmait son soutien «*aux chefs d'entreprise et à leurs salariés*»; le climat délétère actuel, ajoutait-il, «*ne saurait justifier la mise en péril de la paix et de tout ce qui a été construit*» et il terminait en annonçant répondre positivement aux propositions de concertation du président de la République.

Mais ces belles paroles n'ont pas suffi aux jeunes révoltés qui ont continué les affrontements. Depuis les accords de Matignon en 1988 et de Nouméa en 1998 une bourgeoisie kanak a prospéré à l'ombre de l'Etat et elle n'en-

tend pas mettre en péril ses acquis et veut donc «*éviter que la rue prenne le dessus*» (déclaration du président du groupe des élus Union Calédonienne-FLNKS, le 14/5). Mais pour les prolétaires rien n'a vraiment changé depuis 30 ou 40 ans, et la société calédonienne reste profondément marquée par son passé colonial; les inégalités sociales sont criantes; en 2022 le taux de chômage était de 15,5% pour les Kanak contre 8,3% pour les non-Kanak et 72% de ceux qui ont un emploi n'ont qu'un temps partiel et leurs emplois sont souvent non qualifiés 80% étant ouvriers ou employés: le résultat est que le niveau de vie médian des Kanak n'est que la moitié de celui des non Kanak.

### L'IMPORTANCE DE LA NOUVELLE CALÉDONIE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Devenue une colonie française en 1853 la Nouvelle Calédonie a d'abord été utilisée pour y déporter des prisonniers (dont notamment des Communards comme Louise Michel) et en faire une colonie de peuplement, malgré les révoltes des populations autochtones.

Mais c'est la mise en exploitation du

( Suite en page 4 )

## En Italie comme en France: À quoi ont servi les élections européennes ? À intoxiquer les prolétaires d'Europe avec le collaborationnisme. L'issue n'est pas dans le capitalisme supranational, mais dans la reprise de la lutte de classe anti-bourgeoise et anticapitaliste.

Les élections pour renouveler le Parlement européen ont réaffirmé pour la énième fois que la démocratie électoraliste et parlementaire est au service exclusif des classes bourgeoises dominantes. Dans les pays où les partis de gouvernement ont reçu une solide raclette de la droite, comme en France et en Allemagne, de nouveaux clans politiques vont disputer la direction de l'Etat aux anciens clans ; dans ceux où ces élections ont renforcé l'orientation de droite déjà en place ou l'ont présentée comme la « grande nouveauté » en battant les anciennes social-démocraties et les diverses factions de la soi-disant « gauche », ce n'est pas une surprise. Cette déviation vers une politique résolument plus autoritaire est tout à fait compatible avec le principe et la méthode de la démocratie : la majorité des électeurs a donné ses voix à des partis et des coalitions qui se sont adressés directement au ventre du

corps électoral. C'est exactement ce que toute classe bourgeoise dirigeante attend des élections : stimuler les aspects sociaux auxquels la masse populaire est la plus sensible, c'est-à-dire l'ordre, la croissance économique, la défense des menus privilèges déjà gagnés ou obtenus, un avenir sans secousses sociales.

Dans toutes les décennies depuis la fin de la deuxième boucherie impérialiste mondiale, toutes les forces démocratiques – même celles qui se définissaient comme « socialistes » et « communistes » – ont collaboré pour que l'économie capitaliste de chaque pays reprenne sa marche après les colossales destructions de la guerre, et pour que les masses prolétariennes se persuadent de faire plus de sacrifices pour le bien du pays et de la nouvelle démocratie antifasciste. Le fascisme

( Suite en page 4 )

### Succès électoral du RN ...

laire aussi condamnable que l'ancien.

**A bas la République bourgeoise et toutes ses institutions !**

**Pour l'union des prolétaires de toute nationalité, de tout âge et de tout sexe, au chômage ou en activité !**

**Pour la reprise de la lutte de classe indépendante contre le capitalisme et l'impérialisme !**

**Pour la révolution communiste internationale !**

13/06/2024

## Nouvelle Calédonie...

( Suite de la page 3 )

nickel dont l'île recèle le quart des réserves mondiales, qui a fait de la Nouvelle Calédonie une précieuse possession pour le capitalisme français. Elle a entraîné un boom économique à la fin des années soixante et fait de la production de ce métal le poumon économique du territoire: le secteur emploie 20% environ des travailleurs salariés du territoire et fournit l'essentiel de ses exportations. Mais il est aujourd'hui en crise, à la suite de l'effondrement des cours (-45% en 2023) et de la hausse des prix de l'énergie. Les grandes sociétés qui avaient fait fortune dans son exploitation ne veulent pas éponger les pertes; le géant suisse Glencore a mis à l'arrêt son usine du nord (KNS) et annoncé son départ, ce qui entraînerait le licenciement de plus de 1700 personnes, tandis que les usines du sud (SLN et Prony) risquent la faillite. L'Etat a annoncé un «pacte nickel» rejeté par les élus notamment parce qu'il nécessiterait de gros investissements des régions alors que leurs finances sont au plus bas. Les prolétaires de ces entreprises sont dans une situation difficile pour résister : le SGTI-NC, le

principal syndicat dans cette industrie, a appelé à une grève générale du secteur le 25/1, mais sans bloquer la production et en accord avec une organisation patronale de sous-traitants! Il est évident que les prolétaires ne peuvent compter sur une telle organisation collaborationniste dont l'objectif est d'être intégrée dans les discussions en cours avec les actionnaires! En Nouvelle Calédonie comme ailleurs seule une orientation indépendante de classe peut permettre d'arracher des concessions aux capitalistes et à l'Etat.

Aujourd'hui ce n'est plus l'industrie du nickel en pleine déroute qui motive Paris et détermine sa politique, mais ses nouvelles ambitions impérialistes dans la zone indopacifique. Cette vaste région est appelée de plus en plus à devenir le lieu de rivalités croissantes entre les grandes puissances et donc de menaces mais aussi d'opportunités pour l'impérialisme tricolore. La présence de la France en Nouvelle Calédonie est une carte non négligeable qu'il n'envisage pas d'abandonner au moment où il cherche à se présenter comme une puissance de la région dotée d'une vaste «zone maritime économique», même s'il ne dispose pas pour le moment de moyens militaires à la hau-

teur de ses prétentions.

C'est dire que les prolétaires, les jeunes révoltés et les masses kanaks ont face à eux un ennemi déterminé: il ne pourra être vaincu en suivant les méthodes et les objectifs des organisations indépendantistes qui ne cherchent qu'à négocier un compromis avec l'impérialisme français, mais seulement par la **lutte révolutionnaire anticapitaliste** en liaison avec les prolétaires de la métropole qui possèdent entre leurs mains la force potentielle de le briser.

**Solidarité avec les prolétaires et les jeunes révoltés de Nouvelle Calédonie! A bas l'impérialisme français! Pour la reprise de la lutte de classe révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien!**

20/05/2024

Depuis, le «dégel» du corps électoral a été suspendu mais 13 militants de la CCAT ont été arrêtés dont 7 ont été déportés en France et le 10/07 un Kanak était tué par un sniper du GIGN lors d'une opération de police.

(1) On peut signaler que Darmanin a trouvé un autre responsable des troubles: l'Azerbaïdjan!...

## À quoi ont servi les élections européennes ? À intoxiquer les prolétaires d'Europe avec le collaborationnisme.

( Suite de la page 3 )

nous avait cependant enseigné une chose fondamentale : pour obtenir plus de sacrifices de la part du prolétariat, il ne suffisait pas de se fier uniquement à la répression directe, il fallait mettre en scène un nouveau parlement pour donner libre cours aux « batailles démocratiques » entre les partis les plus divers ; il fallait obtenir du prolétariat une collaboration *active* à la remise en marche de toute la machine productive nationale, mais cette collaboration devait reposer sur des bases *matérielles* tenant compte des besoins essentiels du prolétariat, ce que précisément le fascisme avait institutionnalisé.

Les politiques d'amortisseurs sociaux n'étaient rien d'autre que l'application des intentions réformistes du vieux socialisme démocratique, et c'est cette politique, appropriée par toutes les forces dites « de gauche » – qui, pendant la guerre avaient par ailleurs déjà démontré qu'elles étaient prêtes à cette tâche à travers le mouvement de résistance partisane, représentant après les vingt ans de fascisme, la véritable bannière autour de laquelle rallier

les masses prolétariennes. Qu'il y ait au gouvernement des républicains, des démocrates-chrétiens, des socialistes ou, comme plus récemment, des droites ex-fascistes, le principal objectif politique de la classe bourgeoise est resté exactement le même : impliquer le prolétariat dans la collaboration de classe sans nécessairement se référer au social-démocratie, au national-communisme ou au fascisme.

En Italie, nous avons connu tout l'éventail des possibilités de gouvernement bourgeois : de la démocratie libérale au fascisme, du fascisme à la démocratie postfasciste, et de cette démocratie, alternativement blindée et chrétienne-populaire, à la démocratie impérialiste qui se propose avec un gouvernement ouvertement de droite, mais soutenu dans les décisions les plus importantes (la lutte contre l'immigration, le soutien militaire à d'autres pays en guerre comme dans le cas de l'Ukraine et d'Israël, le réarmement, l'accélération des mesures pour la croissance économique générale, la défense acharnée de l'ordre établi, etc.) par le plus grand parti de « gauche » (le PD, Parti Démocrate), et prête à se ranger du côté des impérialismes les plus forts (surtout les États-

Unis) dans le but d'obtenir plus d'avantages politiques, économiques, commerciaux et financiers qu'elle ne peut en obtenir en ouvrant les portes à la Chine ou en les ouvrant à la Russie.

Le cas du parti *Fratelli d'Italia* de Meloni, qui s'aplatit sur la politique belliciste de l'OTAN, après avoir passé des décennies à rabâcher sa haine des ploutocraties occidentales, comme le cas de l'ancien PCI, devenu ensuite PD, qui a participé activement avec les forces de l'OTAN sur ordre de Washington, au bombardement de la Serbie et du Kosovo lors de la guerre yougoslave de 1995, montrent qu'au-delà des coups de théâtre au parlement ou sur les places publiques, les partis dudit arc constitutionnel travaillent, chacun avec « sa part », dans l'objectif commun de défendre l'ordre constitutionnel bourgeois et Sa Majesté le Capital.

Mais la politique d'amortisseurs sociaux qui s'était imposée pendant trois décennies, de 1945 à 1975, et qui avait abouti en 1970 au Statut des travailleurs que les syndicats et les partis considéraient comme un phare de la politique sociale, a également subi les conséquences des crises capitalistes, à commencer précisément par la grande crise mondiale de 1975. Ainsi, gouvernement après gouvernement, qu'il soit de centre, de centre-gauche ou de centre-droit, lentement, le grand château de réformes qui a permis à la bourgeoisie italienne

de se remettre des destructions de la guerre mondiale et de revenir jouer son petit rôle parmi les Grands de la Terre, s'est effrité, jetant de plus en plus de salariés dans la précarité, l'insécurité et la pauvreté.

Aucune mesure économique du gouvernement actuel, ni des précédents, n'a réussi et ne réussira à rétablir les conditions matérielles d'existence et de travail des masses prolétariennes aux conditions des années 60, années du fameux « boom ». La *misère croissante*, de mémoire marxiste, est une tendance qui affecte inexorablement les masses laborieuses, et plus l'économie capitaliste *croît*, plus la richesse de la minorité bourgeoise et la misère de la majorité prolétarienne *croissent*. Alors que la valeur moyenne générale de la force de travail tend à diminuer, la valeur du capital tend à augmenter. Combiné à la concurrence toujours plus féroce entre prolétaires, c'est le mécanisme même du travail salarié qui produit la misère croissante des travailleurs. Aucune réforme, aucune mesure, aucune intervention ne peut changer la tendance matérielle et historique d'un mode de production qui, alors qu'il se développe économiquement, accroît la misère de masses de plus en plus grandes de travailleurs dans le monde, et accroît en même temps les crises que seul le capitalisme connaît : les crises de surproduction, qui, une fois les marchés saturés, provoquent la nécessité objective de détruire des quantités de plus en plus grandes de produits. Et quoi de plus destructeur que la guerre ? Jamais et dans aucun pays, la bourgeoisie, qui renaît de la guerre, ne pourra l'arrêter, parce que des destructions de la guerre naissent de vastes possibilités de reconstruction, et la reconstruction, pour le capitalisme, signifie remettre sur les rails l'ensemble de l'économie basée sur le profit.

La classe dirigeante bourgeoise, tout en essayant d'utiliser tous les moyens, légaux et illégaux, pour faire croître son économie et maintenir le prolétariat dans la soumission, sait par expérience que sa politique étrangère, tôt ou tard, devra être transformée en une politique de guerre – pas seulement commerciale, monétaire et financière, mais une guerre armée. Et elle veut amener le prolétariat dans cette guerre, en utilisant sa force de travail comme soutien vital de l'effort de guerre économique et social, et en l'utilisant comme chair à canon. Il suffit de regarder il y a quelques années ce qui s'est passé en Ukraine, à Gaza et dans tous les pays d'Afrique et du Moyen-Orient où la guerre stimulée par les différents impérialismes en conflit n'a jamais cessé, pour comprendre que l'avenir que les classes bourgeoises de tous

les pays préparent sera une nouvelle gigantesque boucherie mondiale.

La seule alternative historique au capitalisme n'est pas un capitalisme à « visage humain », ce n'est pas une répartition « plus juste » de la richesse, ce n'est pas un capitalisme réformé pour que chaque bourgeois obtienne son profit et que chaque salarié gagne un salaire décent : tout ce genre de tentatives ont échoué lamentablement, et ce n'est pas que les bourgeois éclairés aient été battus par des bourgeois mal-faisants ; c'est simplement parce que les bourgeois ne font rien d'autre qu'agir selon les lois économiques du mode de production capitaliste qui les maintiennent debout, et que ces lois économiques ne sont que la source de toutes les inégalités, de toutes les oppressions, de toutes les violences, de toutes les guerres.

Les élections, même les plus pacifiques du monde, n'ont jamais empêché aucune guerre. Seule la force sociale du prolétariat, organisée autour de ses intérêts de classe totalement opposés à ceux de la bourgeoisie, peut empêcher la guerre, ou l'interrompre – comme ce fut le cas en Russie en 1917 – en inversant le cours dicté par les intérêts bourgeois. Et cette inversion de cours ne se produit pas par un travail de persuasion morale, ni encore moins par une sorte de pitié qui assaille la conscience des dirigeants : il ne se produit que d'une seule manière, en transformant la guerre impérialiste en guerre civile, parce que la violence de la classe bourgeoise ne peut être stoppée que par la violence de la classe prolétarienne.

Et pour que la violence de la classe prolétarienne ne soit pas gaspillée, jetée au vent, détournée par des débordements passagers aux multiples violences subies dans la vie, il faut que le prolétariat se réentraîne à la lutte de classe, en se réorganisant sur le plan économique et politique autour de ses seuls intérêts de classe, donc contre toutes forme et type de collaboration interclassiste. Et ce résultat ne sera jamais atteint par le prolétariat en quelques jours ou quelques mois, ni même par une « prise de conscience » soudaine ; ce seront les conditions matérielles de leur existence et de leur travail qui, devenues insupportables depuis trop longtemps, déclencheront une lutte contre l'état actuel des choses qui à un certain moment, prendra inévitablement les dimensions d'une dure lutte générale, mais aussi parce que la classe dirigeante bourgeoise, pour faire plier encore plus les masses prolétariennes à ses exigences, devra les écraser et les réprimer comme jamais auparavant. Pour que la lutte de classe du prolétariat ait les caractéristiques nécessaires à son développement vers des objectifs révolution-

naires – les seuls objectifs que l'histoire des luttes de classe elle-même a marqués au fer rouge – il est indispensable qu'elle soit dirigée par le parti de classe, qui ne peut être que communiste international, doté d'une théorie marxiste et d'un programme politique révolutionnaire cohérent avec elle, c'est-à-dire un organe politique qui ne dépend pas de situations contingentes et qui ne dépend pas d'objectifs et de programmes soumis aux opinions changeantes de ses membres, mais qui est ferme et valable pour toute la période historique qui mènera du capitalisme au communisme.

La méthode démocratique en plus de détourner systématiquement le prolétariat sur un terrain où il ne pourra jamais faire valoir ses intérêts de classe, l'habitude à croire que la meilleure défense de ses intérêts d'exploité est de se mettre entre les mains des exploitateurs pour quémander des concessions ou de la pitié. Au contraire, les prolétaires doivent se sentir partie prenante d'une lutte qui les émancipe totalement de l'exploitation capitaliste, une lutte dont les objectifs ont été déterminés par l'histoire des luttes de classe à travers le monde, et que les théoriciens du communisme révolutionnaire, Marx et Engels, ont condensée dans leurs œuvres à partir du *Manifeste du parti communiste* de 1848. Pour être précis, le parti communiste est le parti de la classe prolétarienne, non pas de tel ou tel, mais de tous les pays ; il est internationaliste et international, ou il n'est tout simplement pas communiste.

L'abstentionnisme qui nous caractérise n'est pas un rituel ni un effet de mode, encore moins un rejet de la politique, notamment parce que le parlement est le lieu de la politique bourgeoise, pas de la politique prolétarienne. Les lieux de la politique prolétarienne restent à reconstituer, après leur bouleversement et leur destruction par la contre-révolution bourgeoise et stalinienne.

Et ce seront les syndicats de classe, peut-être les soviets ou organismes similaires de demain, c'est-à-dire des organisations exclusivement prolétariennes au sein desquelles le parti communiste révolutionnaire aura la tâche d'importer la théorie marxiste et les bilans des luttes révolutionnaires et surtout des contre-révolutions, afin que le prolétariat puisse intégrer sa lutte immédiate à la lutte pour les objectifs historiques qui le conduiront à révolutionner de fond en comble l'ensemble de la société capitaliste et à commencer non seulement sa propre émancipation de classe, mais l'émancipation de l'humanité tout entière du mercantilisme, de l'argent, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

## Guerre à Gaza, guerre en Ukraine, « économie de guerre »... Le capitalisme c'est la guerre, Guerre au capitalisme !

5 mois après son début, la guerre menée à Gaza par l'armée israélienne a causé près de 35 000 tués palestiniens, essentiellement des civils désarmés dont, selon l'UNICEF, 70 % de femmes et d'enfants (près de 14 000 d'entre eux auraient été tués, plus qu'en 4 ans de guerre dans le reste du monde), tandis que toutes les infrastructures civiles (des écoles aux hôpitaux en passant par la flotte de pêche et les installations agricoles) ont été endommagées ou détruites afin de rendre le territoire inhabitable, que 85 % des habitants (soit près de deux millions) aient été contraints de quitter leur logement pour se réfugier dans des campements de fortune et que la population soit soumise à une véritable politique de famine (1). Les milliers de prisonniers sont soumis à des traitements dégradants et des tortures, parfois à des exécutions sommaires selon l'ONU. La guerre à Gaza s'accompagne en outre de raids meurtriers de l'armée et des colons en Cisjordanie qui ont fait des centaines de morts palestiniens et de bombardements en Syrie et au Liban.

Cette politique bestiale a été non seulement implicitement approuvée par les Etats occidentaux au nom du soi-disant « droit d'Israël à se défendre » mais elle a été rendue possible par la fourniture en armements et munitions à l'armée israélienne par ces mêmes Etats, la France y comprise. Cela n'empêche pas le gouvernement français, comme ses collègues européens, de réprimer la dénonciation des crimes israéliens sous l'accusation d' « antisémitisme » et la solidarité avec le calvaire des masses palestiniennes sous celle de « soutien au terrorisme » (1) !

Au bout de deux ans, la guerre en Ukraine a fait des dizaines de milliers de morts parmi les soldats de chaque côté du front et plus de 10 000 civils ukrainiens ont été tués ; les « crimes de guerre » perpétrés par les troupes russes sur des civils ont été largement documentés et dénoncés par les médias occidentaux (à la différence de ceux commis par « la seule démocratie du Moyen-Orient », Israël). Plus de 10 millions d'Ukrainiens (sur une population de 37 millions) ont dû quitter leur foyer, dont plus de 6 millions se sont réfugiés à l'étranger, principalement en Allemagne, en Pologne et en Tchéquie alors que du côté russe on estime que plus de 800 000 personnes ont fui le pays pour éviter la conscription. Les bombardements russes contre les installations électriques et énergétiques civiles ukrainiennes se sont multipliés et plus de 250 000 immeubles d'habitation auraient été détruits

ou endommagés (soit 8,6 % du parc immobilier) principalement dans les zones de combat à l'Est.

C'est grâce au soutien en armes des Etats Unis et des pays européens que l'armée ukrainienne a pu mettre en échec l'invasion russe ; mais face à l'enlisement du conflit, la seule perspective avancée est l'escalade militaire avec la livraison d'armes toujours plus meurtrières alors que Macron a évoqué à plusieurs reprises l'envoi de soldats français se battre en Ukraine. En fait c'est un secret de Polichinelle qu'il y a déjà des « conseillers militaires » français, américains, anglais et autres aux côtés des troupes ukrainiennes...

Partout en Europe les budgets militaires sont en forte augmentation et les gouvernements parlent d' « économie de guerre » ; il ne s'agit pas seulement de mots : les gouvernements se préparent ouvertement à des guerres de plus grande ampleur vers lesquelles se dirige inexorablement le capitalisme ; et économie de guerre signifie inévitablement guerre sociale, car ce sont toujours les prolétaires qui sont victimes des guerres, soit comme chair à canon dans les zones de guerre soit comme chair à exploitation à l'arrière de celles-ci.

A Gaza, en Ukraine, en Afrique et partout c'est le système capitaliste dans son ensemble qui provoque, alimente et exacerbe les guerres et pas seulement une poignée de dirigeants : tant que le pouvoir des capitalistes ne sera pas renversé et tout le système détruit, à commencer dans les métropoles impérialistes, il y aura toujours des guerres jusqu'à ce qu'éclate une troisième guerre mondiale. C'est donc lui qu'il faut combattre en revenant aux principes et aux orientations de la lutte de classe révolutionnaire.

**Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses palestiniennes, et avec toutes les victimes des guerres impérialistes !**

**A bas le chauvinisme et l'union nationale, vive l'union des prolétaires de tous les pays contre tous les Etats bourgeois !**

**Pour la reconstitution du parti de classe international et la révolution communiste mondiale !**

28/04/2024

(1) La ministre israélienne de l'égalité sociale (sic!), May Golan, a déclaré le 21/2/24 à la Knesset : « je suis fière de voir Gaza en ruines, et que chaque bébé, même dans 80 ans, racontera à ses petits-enfants ce qu'ont fait les Juifs ». Dénoncer un tel gouvernement serait soutenir le terrorisme et l'antisémitisme...

## De quelques réactions à la guerre en Palestine

*L'effroyable guerre en Palestine a suscité les réactions des différentes forces politiques et en particulier des organisations et mouvements d'extrême-gauche se disant révolutionnaires et communistes. On a assisté, comme c'était inévitable, à un véritable festival de positions fausses, se camouflant souvent derrière des phrases « léninistes » ou « marxistes ». Sans vouloir faire un examen exhaustif de celles-ci nous allons passer en revue quelques-unes d'entre elles.*

### LE SOUTIEN OUVERT AU HAMAS

Il n'existe pas en France à notre connaissance de groupe qui soutienne ouvertement et publiquement le Hamas après son attaque du 9 octobre 2023. Le NPA de Besancenot avait dans un communiqué du 7/10 déclaré « son soutien aux Palestiniennes et aux moyens de luttés qu'ils et elles ont choisi pour résister », mais 2 jours plus tard à la suite d'une « campagne » contre lui, il faisait machine arrière : « Le projet politique et idéologique, la stratégie et les moyens de lutte du Hamas ne sont pas ceux du NPA. Dans ce cadre, nous dénonçons les tueries de civils menées par le Hamas » (1).

C'est au-delà des frontières qu'il

faut trouver des soutiens ouverts du Hamas, en Grande Bretagne par exemple.

C'est en effet le cas du Socialist Workers Party (SWP), le plus important groupe d'extrême gauche de ce pays. Sa position vis-à-vis du Hamas est « soutien inconditionnel mais pas sans réserves ». Ils affirment en effet ne pas être d'accord avec le Hamas sur « les questions de classe, des droits des femmes, des personnes LGBT et beaucoup d'autres questions » ; mais ces brouilles n'empêchent pas leur soutien inconditionnel à l'organisation islamiste car sinon cela reviendrait à « tomber dans le pro-impérialisme » (2) !

On trouve un autre exemple en Argentine où le Partido Obrero (Parti

Ouvrier) critique le PTS (*Parti des Travailleurs Socialistes*, auquel est lié le groupe français *Révolution Permanente*) avec qui il fait partie d'une alliance électorale (le FIT); le PO accuse le PTS de se réfugier dans des déclarations génériques de soutien au peuple palestinien tout en critiquant les méthodes et l'action du Hamas pour des raisons électoralistes, alors que: «*C'est une obligation révolutionnaire élémentaire de soutenir inconditionnellement – c'est-à-dire sous sa direction actuelle – la lutte de libération libanaise et palestinienne*» (3). Comme, quoi que l'on pense de ses orientations politiques, le Hamas dirige aujourd'hui la résistance palestinienne, si la solidarité avec les Palestiniens ne veut pas être un mot creux, elle doit se traduire par un soutien au Hamas à ses actions et ses méthodes – et même par la participation à la lutte «*sous ses ordres*» (4)!

Le SWP précise : «*nous ne soutenons pas le Hamas contre le sionisme et l'impérialisme à la condition qu'il adopte une position socialiste sur ces sujets* [questions de classe, droit des femmes, etc. -NdIR]».

La position communiste est exactement l'inverse; elle a été définie lors du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste (juillet-août 1920) de la façon suivante: «*l'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes – et communistes en fait – soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique*» (5).

L'Internationale affirmait la valeur révolutionnaire des luttes anticoloniales et de libération nationale dans les colonies bien qu'elles soient inévitablement de nature bourgeoise. Elle insistait sur la nécessité pour les prolétaires d'y participer pour les pousser jusqu'au bout et si possible d'en prendre la tête, la règle fondamentale étant quoi qu'il en soit de conserver «*toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire*».

C'est faute d'être restée fidèle à cette position en paralysant le jeune PC chinois par son adhésion au front constitué par le parti nationaliste bourgeois Kuomintang, que l'Internationale stalinisée fut responsable de la défaite de la révolution en Chine, lorsque le KMT se tourna contre les prolétaires.

Le SWP et tous ceux qui soutiennent le Hamas, s'inscrivent dans cette tradition stalinienne antiproletarienne.

### RÉVOLUTION PERMANENTE, LUTTE OUVRIÈRE ET LE «BORDIGUISME»

Dans sa réponse au PO, le PST fait référence à la critique des positions de Lutte Ouvrière sur la Palestine par leurs camarades de Révolution Permanente.

Ces derniers reprochent à LO un «*internationalisme abstrait*», la «*négation de la question nationale*» (6). Dans la guerre actuelle LO refuse de choisir «*un camp militaire*» (alors que lors des guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, elle appelait à soutenir les Etats arabes en dépit de leurs régimes réactionnaires) et elle met sur le même plan «*les opprimés arabes palestiniens et israéliens*» face «*aux dirigeants d'Israël et des grandes puissances, mais aussi ceux des États arabes, du Hamas et même de l'Autorité palestinienne*».

RP conclut: «*une position abstraite de «neutralité» qui dénie l'opposition évidente entre d'un côté, l'État d'Israël (...) et, de l'autre, le peuple Palestinien résistant à la colonisation et à l'occupation*». Et elle écrit un peu plus loin: «*Cette position, présentée par LO comme la fidélité la plus orthodoxe au trotskysme, relève en réalité davantage du bordiguisme – avec lequel LO entretient ou a entretenu des rapports idéologiques, politiques et organisationnels!* Les militants de LO ont dû être bien surpris d'apprendre l'existence de tels «rapports» avec un courant qu'ils ont combattu à maintes reprises...

Pour enfoncer le clou RP insère à ce point de son article une note sur l'attaque par des militants de Lotta Comunista, «*qui développe des positions similaires*», d'étudiants occupant des universités à Rome et Milan en solidarité avec les Palestiniens. A ce propos nous avons diffusé un texte pour condamner ces attaques et la position des pseudo-léninistes de LC qui nient l'existence d'une oppression nationale des Palestiniens et qui accusent les étudiants demandant l'arrêt de la collaboration des universités italiennes avec leurs homologues israéliennes de «nationalisme» (7).

Selon RP les conceptions politiques de LO «*s'inscrivent dans un logiciel global ouvriériste et economiciste, bien plus propre au bordiguisme qu'au trotskysme et à la IV<sup>e</sup> Internationale, (...) incapable d'articuler lutte contre l'exploitation, lutte contre les oppressions, question nationale et question démocratique*». Taxer un adversaire politique de «bordiguisme» est une accusation dont on ne se relève pas pour des trotskystes bon teint: la fidélité au programme communiste est condamnée comme du schématisme, la défense intransigeante des positions de classe dénoncée comme du dogmatisme, le refus du manoeuvrisme sans principe comme du

sectarisme. A cet égard nous pouvons rassurer RP: LO n'est en rien coupable de tels péchés contre le «trotskysme»! Sa position sur la question palestinienne est critiquable dans la mesure où elle tend à mettre sur le même plan Israéliens et Palestiniens, tous deux victimes de l'impérialisme (8), comme s'il n'y avait pas une population opprimée et une autre qui, à des degrés sans aucun doute divers selon sa classe sociale, bénéficie de cette oppression; et où elle rend également responsable de la situation «*les politiques nationalistes*» des deux côtés, «oubliant» la différence fondamentale comme l'expliquait Lénine entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés (9). Appeler dans ces conditions à l'union des prolétaires palestiniens et israéliens (juifs) sans prendre en compte l'oppression nationale des premiers ne peut sonner que comme une phrase creuse: cette union ne sera jamais possible tant que les prolétaires israéliens ne se désolidarisent pas de l'oppression nationale exercée en leur nom par «leur» Etat, tant qu'ils n'admettent pas le droit des Palestiniens à l'autodétermination (10).

Par opposition RP veut montrer qu'elle sait «*articuler lutte nationale et lutte révolutionnaire*»: elle parle de «*la défense d'une politique d'indépendance de classe qui permette la "transcroissance" de la lutte pour l'autodétermination nationale en révolution ouvrière*» mais sans préciser ce que cela signifie et sans expliquer comment elle pourrait avoir lieu.

Dans un autre article RP écrit de façon un peu plus précise: «*Nous défendons le projet d'une Palestine ouvrière et socialiste, dans laquelle les Arabes et les Juifs puissent vivre en paix. Un objectif qui implique dès maintenant que les travailleurs et classes populaires arabes et palestiniennes portent un programme défendant le retrait de l'ensemble des troupes impérialistes de la région, l'expropriation de leurs grands groupes économiques sous contrôle des travailleurs, ou encore la lutte pour l'ouverture des frontières, notamment depuis l'Égypte*» (11).

Leur objectif serait réalisable avec un programme s'en prenant, non au capitalisme et aux Etats bourgeois de la région, mais seulement aux troupes et aux grands groupes impérialistes? Donc un programme, non de révolution sociale, mais d'anti-impérialisme bourgeois? Un programme qui laisserait de côté le rôle déterminant du prolétariat des pays impérialistes qui soutiennent à bout de bras Israël et sa guerre?

L'«articulation» de RP n'est autre qu'un bavardage creux...

( Suite en page 8 )

## De quelques réactions à la guerre en palestine

( Suite de la page 7 )

### LE CCI ET « LE CADRE THÉORIQUE OBSOLÈTE DES GROUPES BORDIGUISTES »

Dans un article sous ce titre (12), le CCI commence par distribuer un bon point à la TCI (Tendance Communiste Internationale) dont Battaglia Comunista est l'un des deux principaux groupes. BC est connue depuis toujours pour son *indifférentisme* par rapport aux luttes de libération nationale et anticoloniales qui pour elle n'étaient que des moments d'affrontements inter-impérialistes : l'accord est sur ce point complet avec le CCI.

Ce dernier nous reproche à l'inverse d'appeler « à lutter contre l'oppression nationale des Palestiniens » : au lieu de « promouvoir auprès des ouvriers le rejet de tout mouvement de "libération nationale" car "les prolétaires n'ont pas de patrie" », *Le Prolétaire* appelle tout d'abord à une lutte pour mettre fin à « l'oppression par Israël des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie », ce qui exclue, par la suite toute solidarité avec la classe ouvrière d'Israël qui est « prisonnières des avantages immédiats et complice de cette oppression ».

Remarquons, tout d'abord, que les Palestiniens n'ont pas attendu un appel de notre part pour lutter contre leur oppression ! Et ensuite que la solidarité entre prolétaires palestiniens et israéliens dépend de ce que ces derniers se libèrent de toute complicité avec cette oppression, qu'ils rompent avec l'union nationale juive ; c'est la condition pour que les prolétaires palestiniens puissent de leur côté rompre avec leur sujétion aux forces bourgeoises et petites bourgeoises nationalistes, et donc que les appels à l'union de tous les prolétaires ne soient pas d'écœurantes phrases vides. Mais pour le CCI « les prolétaires ne doivent en aucun cas soutenir les mouvements contre l'oppression nationale » !

Certes ces « mouvements » et même ces *luttes* sont par nature interclassistes car cette oppression touche toutes les classes ; mais les prolétaires, qui sont les plus touchés, ne peuvent pas ne pas y participer, ils ne peuvent pas s'en détourner comme le voudrait le CCI avec sa conception livresque d'une révolution pure mettant aux prises seulement bourgeois et prolétaires. Pour donner plus de poids à son raisonnement le CCI produit une citation de Lénine contre le nationalisme tirée de ses Thèses d'avril

(1917) ; mais il « oublie » de citer le chapitre préconisant dans la question nationale « avant tout » le droit d'autodétermination « pour toutes les nations et nationalités opprimées par le tsarisme » (13), sans parler des dizaines d'articles et des centaines de pages consacrées par Lénine à combattre ceux qui contestent la lutte contre les oppressions nationales.

Le problème est que la lutte contre l'oppression nationale est orientée depuis des décennies dans un sens bourgeois ; c'est là un phénomène inévitable en l'absence d'un mouvement prolétarien combattant dans les pays oppresseurs cette oppression et montrant donc en pratique la possibilité et l'efficacité de lutte indépendante de classe. Il n'est pas possible dans les conditions terribles auquel il est réduit que le prolétariat palestinien trouve à lui seul la force d'emprunter cette voie, et ce n'est pas davantage possible de la part du prolétariat des pays arabes voisins sous le joug de régimes autoritaires.

C'est en définitive le prolétariat des grands pays capitalistes qui a le plus de possibilités de changer cette situation et de venir en aide à ses frères de classe, non par un soutien platonique et une indignation morale (et encore moins en dédaignant leurs luttes « impures »), mais en reprenant son combat historique de l'intérieur contre les forteresses de l'impérialisme mondial.

Ce n'est pas là un « cadre théorique obsolète », mais la perspective de l'avenir que les interminables massacres actuels rendent toujours plus pressante.

(1) <https://npa-lanticapitaliste.org/com-muniquede/offensive-de-gaza-les-solidarites-du-npa-vont-la-lutte-legitime-du-peuple-palestinien>

(2) <https://socialistworker.co.uk/features/free-palestine-why-we-say-by-any-means-necessary/>

(3) <https://prensaobrera.com/internacionales/cual-debe-ser-la-posicion-de-la-izquierda-frente-a-la-estrategia-y-los-metodos-de-hamas>

(4) Le PO s'appuie ici sur la position de Trotsky lors de la guerre sino-japonaise : « Participer à la lutte militaire sous les ordres de Tchang Kaï-chek, car malheureusement, c'est lui qui a le commandement dans la guerre d'indépendance, c'est préparer politiquement le renversement de Tchang Kaï-chek... ce qui est la seule politique révolutionnaire ». [https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/09/lt\\_23091937.htm](https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/09/lt_23091937.htm). Rappelons qu'à peine dix ans plus tôt Tchang Kaï-chek et le KMT avaient écrasé la révolution chinoise et massacré les communistes.

Cette funeste position a servi à justifier le suivisme des courants trotskystes vis-à-vis des organisations nationalistes bourgeoises dans les pays colonisés, en abandonnant toute perspective d'indépendance de

classe que prétendait malgré tout conserver Trotsky.

(5) [https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1920/ic2\\_19200700f.htm](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1920/ic2_19200700f.htm)

(6) <https://revolutionpermanente.fr/A-nouveau-sur-Lutte-ouvriere-la-Palestine-et-la-question-nationale>

(7) [http://pcint.org/40\\_pdf/01\\_Positions-pdf/01\\_02\\_it-pdf/240526\\_lotta-comunista-w.pdf](http://pcint.org/40_pdf/01_Positions-pdf/01_02_it-pdf/240526_lotta-comunista-w.pdf)

(8) <http://www.lutte-ouvriere.org/portail/editoriaux/israeliens-et-palestiniens-dans-le-piege-sanglant-creer-par-limperialisme-726960.html>

(9) voir par exemple <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/12/vil19221231.htm>

(10) Notons au passage que LO reprend la perspective mensongère d'une solution à 2 États que fait miroiter l'impérialisme (sans vouloir l'imposer à Israël) :

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/multimedia/interventions-publiques-manifestation-paris-contre-les-massacres-de-larmee-israelienne-gaza-727243.html>

(11) <https://www.revolutionpermanente.fr/Lutte-ouvriere-le-NPA-C-et-la-lutte-pour-l-auto-determination-de-la-Palestine#nb3>

(12) *Révolution Internationale* n°501, mai-août 2024. L'article s'en prend aussi aux positions des groupes *Il partito comunista* et *Il programma comunista*.

(13) <https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/lenine/les-taches-du-proletariat-dans-notre-revolution/programmes-agraire-et-national/>

Vient de paraître  
**Guerre russo-ukrainienne**  
**La guerre russo-ukrainienne, de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev**  
Brochure «le prolétaire» n° 39 ;  
Mai 2024 ; format A4 ; 80 pages ; prix : 5 € / 10 CHF

**le prolétaire**  
parti communiste international (programme communiste)

**Guerre russo-ukrainienne**

La guerre russo-ukrainienne de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev



Mai 2024

39

## **Contre la guerre impérialiste russo-ukrainienne, la riposte ne peut être donnée que par le prolétariat de Russie, d'Ukraine et d'Europe par sa lutte de classe, contre le poison belliciste des bourgeoisies respectives et de leurs intérêts nationaux, et contre l'opium pacifiste**

L'«opération militaire spéciale» que l'impérialisme russe a déclenchée contre l'Ukraine pour l'empêcher d'adhérer à l'OTAN en rejoignant le front occidental euro-américain, comme l'avaient déjà fait les anciennes républiques démo-populaires d'Europe de l'Est, s'est transformée en une guerre qui dure désormais depuis plus de deux ans avec des conséquences tragiques pour la population ukrainienne, de même que pour la population russophone du Donbass et de la Crimée, ainsi que pour les soldats russes envoyés à la boucherie pour défendre les intérêts impérialistes des capitalistes au pouvoir à Moscou. A ce jour, selon les estimations officielles des différents gouvernements, les morts et les blessés parmi les Russes et les Ukrainiens s'élèveraient à plus de 500.000 : un immense carnage, alors qu'une grande partie du sud-est de l'Ukraine a été détruite.

Tous les médias et gouvernements occidentaux affirment que les causes du conflit qui a éclaté en Ukraine sont à rechercher dans la volonté d'oligarchies ou de potentats qui veulent dominer d'autres pays, ou même le monde, en détruisant le cours pacifique du développement des affaires défendu par la démocratie dont les USA et les pays d'Europe occidentale, à commencer par la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et derrière eux tous les autres, se proclament les champions absolus. Si une guerre éclate, c'est parce que cette « dictature », cette « autocratie », ce « totalitarisme », en somme ces nouveaux Hitler et Mussolini, l'ont voulue... Du côté russe, la cause du conflit devrait plutôt être recherchée dans la politique nazie et militariste de l'Ukraine, soutenue par les États-Unis et les pays européens de l'OTAN, qui veulent encercler, affaiblir et isoler la Russie en mettant en péril sa sécurité nationale. Quand de tels arguments viennent à manquer, ils sont toujours prêts à sortir un autre : le « terrorisme international », islamique bien sûr...

Mais les causes de cette guerre, comme de toutes les guerres, sont à rechercher dans le développement du capitalisme impérialiste, qui enserme tous les pays du monde dans une étreinte mortelle. Le capitalisme, pour se développer, a besoin d'attaquer par toutes sortes de violences, virtuelles (politiques, diplomatiques, culturelles, religieuses) et cinétiques (économiques, financières, militaires), chaque pays parce qu'il re-

présente un marché potentiel pour ses marchandises et ses capitaux, un point de force ou de faiblesse dans l'affrontement des intérêts que chaque Etat bourgeois défend par tous les moyens, et le moyen militaire n'est certainement pas secondaire.

Après l'effondrement de l'URSS, tous les États satellites de l'URSS s'en sont séparés pour ne plus dépendre de la puissance militaire et économique de Moscou ; mais, dans la phase impérialiste du capitalisme, si un pays se sépare d'un bloc de puissances, c'est parce qu'il finit inévitablement dans le bloc adverse, soit parce qu'il cherche à protéger et à soutenir ses propres intérêts nationaux, soit parce que les intérêts économiques et financiers de chaque capitalisme national s'entremêlent de plus en plus avec les intérêts économiques et financiers des grandes puissances qui dominent le marché international, soit parce que les puissances impérialistes, bien que divisées en différents blocs d'intérêts, ne peuvent laisser aucun coin de la planète en dehors de leur contrôle.

### **PHASE DE DESORDRE MONDIAL**

L'effondrement de l'URSS a significé en même temps, une crise générale de l'ordre mondial constitué à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, une crise qui, surtout en Europe – où le condominium russo-américain avait garanti, dans une certaine mesure, la reconstruction d'après-guerre et le développement « pacifique » et accéléré des capitalismes nationaux, en tout cas sous le contrôle des bases militaires américaines, surtout en Allemagne et en Italie – a remis en question tous les points d'équilibre construits jusqu'à ce moment-là. Et bien sûr, cela signifiait aussi la disparition de l'alliance militaire du Pacte de Varsovie, formée en son temps en opposition à l'alliance atlantique, c'est-à-dire à l'OTAN. Après la disparition de la force militaire représentée par le Pacte de Varsovie, il restait celle de l'OTAN – que l'on a même cru morte il y a quelques années – comme seul maître armé du nucléaire en Europe et, en fait, comme maître de l'Europe. Ainsi, les États-Unis, après être sortis comme les véritables vainqueurs de la deuxième guerre impérialiste mondiale et avoir aidé et dirigé la « reconstruction d'après-guerre » en Europe, renforçant le poids

de leur impérialisme de l'Europe à l'Extrême-Orient, se sont présentés au monde comme les garants du capitalisme mondial et de son ordre économique et politique, dans lequel même la Russie poststalinienne a fini par s'insérer ouvertement, avouant factuellement avoir définitivement clos le chapitre du faux socialisme de label stalinien.

La phase de guerres qui avait jusqu'alors concerné les autres continents, où Russes et Américains s'affrontaient par le biais des luttes de « libération nationale », a finalement englobé également le continent européen : les guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie, avec l'intervention directe de l'OTAN, donc des États-Unis, ont marqué le début d'une nouvelle phase d'agression des impérialismes américains et européens dans des régions où l'impérialisme russe avait eu un poids déterminant. Et l'extension de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est est une preuve supplémentaire que les impérialismes américain et ouest-européen n'avaient et n'ont aucun intérêt à accorder à l'impérialisme russe le temps et l'espace nécessaires pour reconstituer son ancienne puissance en Europe. Chaque impérialisme est avide du moindre kilomètre carré de territoire économique sur lequel exercer sa domination et, étant donné la situation mondiale prévalant depuis plus d'un siècle, chaque crise qui précipite l'économie capitaliste dans la récession et la barbarie pousse les impérialismes les plus forts à dévorer des kilomètres carrés de territoires économiques pris à leurs adversaires plus faibles, pas nécessairement en utilisant leurs propres troupes au sol, mais, surtout, leur propre capital. L'attaque contre la « souveraineté » de l'Ukraine a en fait été menée simultanément par Moscou et Washington, Londres, Berlin, Paris, politiquement, économiquement, financièrement et, enfin, militairement. L'OTAN, trahissant les promesses faites à Moscou après l'effondrement de l'URSS selon lesquelles elle n'engloberait pas les pays voisins de la Russie, s'est au contraire jetée sur eux. À ce jour, après avoir intégré la quasi-totalité des anciens satellites de Moscou en Europe de l'Est entre 1999 et 2020, seules la Biélorussie et l'Ukraine restent en dehors de l'OTAN. Il va sans dire que l'Ukraine est le morceau stratégique le plus important et qu'il est logi-

( Suite en page 10 )

## Contre la guerre impérialiste russo-ukrainienne ...

( Suite de la page 9 )

que que les Etats-Unis misent sur elle depuis l'effondrement de l'URSS, comptant aussi sur les contrastes nationalistes qui caractérisent leurs histoires respectives. La Russie – que le gouvernement soit dirigé par Poutine ou par une autre figure – pourrait-elle rester tranquille en ayant un front continu de bases militaires de l'OTAN dotées de missiles atomiques à sa frontière occidentale ? Il va sans dire que la réponse est négative, et elle l'est encore plus depuis que la Finlande, qui borde la Russie à l'extrême nord, a adhéré à l'OTAN, entraînant dans son sillage la Suède. La manœuvre d'encerclement européen de la Russie est donc presque terminée. Pour l'instant et principalement à cause du déroulement de la guerre avec la Russie, l'Ukraine, reste en balance.

Le cours de la guerre russo-ukrainienne aurait-il pu être différent de ce qu'il s'est avéré dernièrement, à savoir une guerre qui ouvre la voie à d'autres guerres en Europe et dans le monde ?

Un peu plus d'un mois après l'invasion militaire des troupes russes sur le territoire ukrainien, le 24 février 2022, Kiev et Moscou, selon les médias internationaux, étaient sur le point de négocier un traité par lequel Kiev s'engageait à ne pas adhérer à l'OTAN, à ne pas adhérer à l'Union européenne, et à cesser la répression des populations russophones du Donbass en leur accordant une réelle autonomie, comme cela avait été promis dans les traités de Minsk. Selon ceux-ci, il semblait possible que le conflit – qui avait en fait commencé huit ans plus tôt avec la répression par Kiev des mouvements russophones du Donbass et l'annexion de la Crimée par Moscou – ne s'étende pas comme il l'a fait et, surtout, qu'il n'implique pas directement les puissances de l'OTAN, même si ce n'est pas par l'envoi de troupes, mais par un soutien militaire et financier soutenu. Ce sont Londres et Washington qui ont arrêté Zelensky, en lui promettant un soutien énorme et continu de la part des pays de l'OTAN, des financements par milliards et des fournitures d'armes modernes, au point de lancer une vaste campagne de propagande sur le danger que la Russie, après avoir envahi l'Ukraine, envahisse l'ensemble de l'Europe ; une campagne de propagande soutenant la possibilité de mettre à genoux l'économie russe par une série de sanctions économiques et financières et, enfin, de vaincre militairement la Russie en reconquérant tous les territoires qu'elle a occupés, y compris la Crimée.

Tous les porte-parole des bellicistes euro-américains ont continué à propager un soutien indéfectible au belliciste ukrainien, pour battre le belliciste russe militairement et économiquement ; tous les porte-parole occidentaux ont continué à parler d'une guerre qui durerait longtemps parce qu'ils feraient tout pour isoler et vaincre la Russie, en la repoussant dans les frontières de la Fédération de Russie de 1992 et en détruisant son économie. Les choses se sont passées différemment : les sanctions ont mis l'économie russe en crise, mais sans la faire vraiment plier, tandis que ses exportations de pétrole, de gaz, de céréales et d'autres matières premières se sont poursuivies – bien qu'en plus petites quantités qu'auparavant et à des prix inférieur – vers d'autres marchés (surtout la Chine et l'Inde), et l'augmentation de la production d'armements a été commencée non seulement pour reconstituer les stocks de ceux qui ont été utilisés et qui seront utilisés dans la guerre en Ukraine, mais aussi en vue d'autres fronts de guerre, comme le font d'ailleurs tous les grands pays impérialistes, à commencer par les États-Unis qui, pour la seule année 2024, ont porté le budget du Pentagone à 886 milliards de dollars, suivis par les pays de l'Union européenne, la Chine, l'Inde et le Japon. La situation qui se profile à l'échelle mondiale est donc celle de la guerre armée.

Tout comme lors de la pandémie de Sars-Cov2, ce sont les multinationales pharmaceutiques qui ont empoché des milliards de profits au prix de plus de 16 millions de morts entre 2020 et 2021, lors de la guerre russo-ukrainienne et de la guerre d'Israël contre le Hamas et les Palestiniens, comme dans toutes les autres guerres, ce sont les grandes multinationales de l'armement qui engrangent profit sur profit, tandis que les politiques sociales qui, pendant de nombreuses décennies, ont constitué, avec leurs étayages d'amortisseurs sociaux, l'ossature de la politique collaborationniste des pays capitalistes les plus avancés et des organisations syndicales et politiques du prolétariat, ont commencé à se réduire de plus en plus au profit de la politique militariste. La guerre armée fait partie intégrante du développement capitaliste et constitue un élément indispensable de la politique étrangère de chaque impérialisme. Il n'y aura jamais de paix tant que le capitalisme existera ; chaque cessez-le-feu et chaque période de paix suivant des périodes de guerre ne sont que des trêves destinées à réorganiser la reprise de la guerre ou la prochaine guerre.

La guerre bourgeoise et impérialiste ne provoque pas seulement des morts, des blessés et des invalides parmi les soldats et les populations civiles touchées intentionnellement pour démoraliser les soldats au front, elle provoque

aussi des conséquences à long terme de misère et de dévastation ; et tandis que dans les pays impérialistes, lorsque leurs territoires nationaux ne sont pas directement touchés par la guerre, la paix prend l'apparence d'une vie sociale et d'un travail « normaux », dans les pays où, au contraire, les conflits entre impérialismes sont constants, se produit une situation d'insécurité générale, de misère et de faim, et le phénomène inévitable des migrations forcées – de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Asie Centrale et de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine elle-même – prend des dimensions bibliques.

### L'OPIUM PACIFISTE

Face à l'hécatombe des morts civiles en Ukraine et en Palestine, la voix du pacifisme s'est à nouveau élevée de cette idéologie qui, s'adressant aux auteurs mêmes de la guerre, leur demande d'arrêter la guerre, de cesser de massacrer des civils sans défense, de déposer les armes et de s'asseoir à une table pour convenir d'une trêve et entamer des tractations pour la paix. Parmi les porte-parole ultime de cette idéologie on trouve le chef de l'Église de Rome, une puissance financière respectée dans le monde entier.

L'horreur de la guerre devrait inciter les gouvernements concernés à y mettre fin. En réalité, le pacifisme n'a jamais empêché ou arrêté la guerre, et ce pour des raisons matérielles très précises : la guerre est la continuation de la politique étrangère de tout État par des moyens militaires. À quoi répond la politique étrangère des États si ce n'est aux intérêts du capitalisme national de chaque pays défendu par tous les moyens, y compris militaires, par l'État bourgeois national ? Qu'est-ce que l'impérialisme à l'ère du capitalisme développé sinon la politique de la puissance économique et financière des plus grandes concentrations économique-financières et des États qui défendent leurs intérêts dans le monde entier ? Et quel est l'objectif de cette politique si ce n'est de se répartir la domination du marché mondial dans un ordre toujours changeant en fonction de l'évolution de la puissance de chaque État ?

La guerre fait partie intégrante de cette politique, elle n'est pas une option parmi d'autres, elle ne peut être évitée car les classes bourgeoises dominantes ne répondent pas à la « conscience » de chacun de leurs membres, mais aux intérêts matériels du système économique dont elles sont les représentantes et les seules bénéficiaires.

Tant que règnent les intérêts économiques et financiers du capitalisme, aucune bourgeoisie n'a d'alternative : elle doit défendre énergiquement ces intérêts par tous les moyens, légaux et

illégaux, pacifiques et violents, parce que son existence même en dépend.

C'est précisément pourquoi le pacifisme, parce qu'il **ne remet pas en cause le système économique et financier capitaliste**, est totalement impuissant face à la guerre bourgeoise et impérialiste. Il a cependant **un rôle politique et social égal à celui du réformisme et du collaborationnisme**, à savoir celui de détourner les mouvements d'opposition à la guerre du terrain de classe sur lequel la lutte de la seule classe qui n'a pas d'intérêts immédiats et historiques à défendre dans cette société et dans la guerre impérialiste – la classe des travailleurs salariés, du prolétariat – a la possibilité de briser les cycles horribles des guerres impérialistes, en tournant la lutte antimilitariste et antibourgeoise sur le terrain de la révolution anticapitaliste et, par conséquent, antibourgeoise.

En réalité, le pacifisme a la même fonction que l'opium : il hébète et abrutit l'esprit des masses prolétariennes, leur faisant croire qu'elles peuvent échapper aux horreurs du terrain de la guerre en voyageant dans un monde fantastique et irréel, dans lequel chaque individu se détache virtuellement des relations économiques et sociales qui l'enchaînent à la société, planant, libéré des douleurs du monde, au-dessus d'elles ; mais il est destiné ensuite à retomber dans l'effroyable réalité à laquelle le capitalisme condamne l'humanité tout entière.

### L'AVENIR DU PROLÉTARIAT EST ENTRE LES MAINS DU PROLÉTARIAT LUI-MÊME

Le monde, coincé dans la recherche spasmodique du profit par des concentrations capitalistes toujours plus gigantesques, déverse aussi sur la vie quotidienne des prolétaires des pays bourgeois occidentaux une pluie toujours plus dense de restrictions, de licenciements, de dégradation des conditions de travail et d'appauvrissement généralisé qui touche des couches de plus en plus larges d'une classe prolétarienne qui, depuis des décennies, a complètement perdu son orientation de classe. Les prolétaires de l'Occident opulent ne peuvent plus se reconnaître comme la classe antagoniste par excellence des classes bourgeoises dominantes de leur propre pays, ils ne peuvent plus tirer de la misère tragique croissante qui les démoralise et les étouffe la première leçon sociale utile pour résister et réagir à l'exploitation écrasante à laquelle ils sont de plus en plus soumis : s'unir dans la lutte commune contre l'ennemi commun, c'est-à-dire la classe bourgeoise de leur propre pays ! La bourgeoisie, en privilégiant les couches supérieures du prolétariat, en les transformant en une véritable aristocratie ouvrière, en les habi-

tuant à vivre selon le style de la petite et moyenne bourgeoisie (qui s'appuie sur la petite et moyenne propriété privée, et sur les privilèges qui proviennent de l'exploitation générale du travail salarié) s'inscrit pour répandre dans les plus larges masses prolétariennes l'illusion qu'elles peuvent améliorer leurs conditions de vie en collaborant avec les patrons, avec l'État patronal, en un mot avec la bourgeoisie dominante, avec la classe qui les exploite, les affame, les massacre de fatigue et sacrifie dans les guerres. Et cette collaboration – dont les syndicats et les partis vendus au capital sont les vecteurs les plus insidieux et efficaces – n'est possible qu'en renonçant à la lutte pour la défense **exclusive** des intérêts de classe du prolétariat (qui sont objectivement opposés et en totale contradiction à ceux de la bourgeoisie), en renonçant à la lutte avec des moyens et des méthodes **classistes**, c'est-à-dire avec des méthodes et des moyens incompatibles ni avec la collaboration de classe, ni avec la cohésion sociale, ni avec la communauté d'objectifs immédiats et futurs de la bourgeoisie. La classe bourgeoise, grâce aussi à toutes les forces sociales collaborationnistes qui la soutiennent, accroît ainsi sa force, apparaît ainsi invincible, mais seulement parce que la masse prolétarienne, au lieu de se reconnaître comme une classe antagoniste – comme une force unifiée se battant de manière coordonnée pour des objectifs clairement opposés à la bourgeoisie –, se voit comme faisant partie du « peuple », d'une « communauté nationale » dans laquelle elle a totalement perdu son identité de classe historique.

Les prolétaires, dans l'illusion qu'ils sont mieux protégés et plus forts s'ils s'en remettent à la bourgeoisie et à ses serviteurs, s'ils « participent » au « bien-être commun » en renonçant à exiger pour eux-mêmes des conditions d'existence plus tolérables malgré l'exploitation, finissent par se transformer en bêtes de somme, en machines au service du profit capitaliste, pour être ensuite écartés, jetés dans un coin ou laissés à l'abandon lorsqu'ils sont inutilisables pour la production de profit. Et lorsque la crise économique et financière prend le système capitaliste à la gorge, comme cela se produit cycliquement, la bourgeoisie tente de se sauver en tant que classe dominante et en tant que propriétaire individuel du capital en transformant une partie considérable de ses prolétaires en chair à canon. Ainsi, la guerre de concurrence que les bourgeoisies du monde mènent continuellement les unes contre les autres devient une guerre armée contre des pays qui sont considérés à ce moment-là comme des ennemis à vaincre « coûte que coûte ». Que les coûts de la guerre soient principalement payés par le prolétariat et la population civile, dans les pays amis comme

dans les pays ennemis, est aujourd'hui chose connue.

Qu'est-ce qui empêche alors le prolétariat de rompre ce « contrat social » non signé, mais rendu valide par la puissance politique, économique et militaire de l'État capitaliste bourgeois, pour reconquérir son indépendance et son autonomie de classe ?

La peur de perdre son emploi, et donc son salaire, la peur de se retrouver seul, et sans aucune aide, de devoir assurer sans moyens sa propre survie et celle de sa famille ; la peur de perdre ses économies d'une vie, sa maison, l'affection de sa famille une fois qu'on a perdu son emploi et donc ses moyens de subsistance ; la peur d'être abandonné par les organisations sociales et l'État qui s'étaient présentés auparavant comme les garants du soutien dans les moments difficiles de l'économie nationale et de l'économie d'entreprise, difficultés qui étaient toujours annoncées comme transitoires, surmontables et qui, au fur et à mesure qu'elles s'amplifiaient, exigeaient de nouveaux sacrifices. Les décennies de politiques collaborationnistes qui ont caractérisé la vie politique et sociale dans tous les pays ont habitué les larges masses prolétariennes à déléguer la défense de leurs intérêts immédiats à des organes syndicaux et politiques qui ont procédé, en réalité, à l'effacement total – après les avoir transfigurés – des intérêts généraux et historiques de la classe à laquelle appartient les prolétaires, en les remplaçant par les intérêts de la « croissance économique », de la « compétitivité », de la « productivité », de la défense de l'« économie nationale » et de la « patrie ». Et les prolétaires des pays occidentaux, tout comme les russes ou chinois, les arabes ou latino-américains, les orientaux ou les africains, entendent de leurs propres oreilles les **mêmes** appels, les mêmes paroles, les **mêmes** « exigences » avec lesquels la classe capitaliste et le pouvoir bourgeois s'adressent à eux dans le but d'obtenir non seulement leur collaboration spontanée et convaincue (mais prêts à l'obtenir par la force s'ils se montrent réticents), mais aussi l'offre de leur vie en sachant qu'aujourd'hui ils peuvent mourir au travail et demain sur les fronts de guerre.

Les bourgeois savent, parce qu'ils ont eux aussi tiré les leçons de l'histoire des luttes de classes, que les prolétaires, au-delà d'une certaine limite, ne peuvent plus supporter matériellement et physiquement des conditions d'existence et de travail intolérables ; ils savent que ce puissant magma volcanique pris au piège des forces productives représentées par la force de travail salariée, non pas de tel ou tel pays, mais de tout le continent, sinon du monde entier, à

( Suite en page 12 )

## Contre la guerre impérialiste russo-ukrainienne ...

( Suite de la page 9 )

un certain niveau de pression sociale, va exploser et que des formes de lutte jusqu'alors inconnues vont s'ouvrir, comme cela s'est produit avec les communards parisiens en 1871 ou avec les prolétaires russes dans les soviets en 1905, puis en 1917. L'histoire de la lutte des prolétaires de Paris ou de Saint-Petersbourg dans ces années-là semble si lointaine qu'elle a fini par tomber dans l'oubli, tant la propagande bourgeoise a couvert de louanges sa civilisation capitaliste moderne et une démocratie faite de belles paroles – liberté, égalité, même fraternité – mais concrétisée dans l'exploitation la plus bestiale que l'homme ait jamais eu à subir : même les esclaves avaient sauvé la vie, alors que les **prolétaires modernes ont été rendus si « libres » qu'ils ne sont même pas maîtres de leur vie.**

L'horreur des guerres mondiales, l'horreur de toutes les guerres qui ont eu lieu ces dernières décennies, amplifiée de façon spectaculaire par les médias ultra-modernes de la civilisation bourgeoise, est l'une des armes de la propagande bourgeoise utile pour semer l'effroi, pour répandre la peur, pour faire plier les masses prolétariennes aux volontés de leurs nombreux tortionnaires de plus en plus souvent habillés en costume-cravate et dispensateurs incessants de belles paroles sur la « liberté » – tout en opprimant des masses d'êtres humains toujours plus larges –, sur la « lutte » contre les inégalités et la faim dans le monde – alors qu'ils luttent les uns contre les autres pour accroître les inégalités et la famine de milliards d'êtres humains –, sur la « paix » – alors qu'ils accroissent les guerres en les rendant une constante de la vie quotidienne de peuples et de continents entiers –, sur le « peuple souverain » et la « patrie » – alors que les peuples sont pillés, affamés et massacrés, et leurs patries sont opprimées, mises en pièces comme un butin de guerre sur lequel se précipitent les brigands du monde entier.

Le capitalisme, en se développant, a conduit l'humanité à l'inhumanité la plus étendue possible ; il a révolutionné les modes de production précédents, apportant, certes, des progrès exceptionnels dans le travail associé et la production sociale, mais au prix de pousser l'exploitation de l'homme par l'homme à des niveaux jamais atteints dans les sociétés précédentes, au prix de porter les moyens de destruction des forces productives, qu'il a lui-même développées, à leur utilisation au plus haut niveau d'efficacité. Il a « libéré » par la force et

la violence d'énormes masses de paysans de leur isolement et du maigre lopin de terre sur lequel ils peinaient à survivre, les transformant en prolétaires, en sans réserve, sans propriété, sans patrie, les transformant de fait, historiquement et mondialement, en hommes prêts à révolutionner toute la société enchaînée dans les lois capitalistes du profit et du travail salarié, de l'argent et du marché, en la transformant en une société où les forces productives ne seront plus détruites cycliquement par les crises et les guerres bourgeoises parce qu'elles répondront à une planification économique rationnelle concernant l'ensemble de l'espèce humaine, en harmonie avec elle-même et avec la nature. Mais le chemin vers ce but historique est extrêmement accidenté, et semble impossible compte tenu du pouvoir que la bourgeoisie et sa société expriment encore. Le pouvoir bourgeois est dû, en grande partie, à l'impuissance politique de la classe du prolétariat, c'est-à-dire à son repli généralisé devant les nécessités de la vie du capitalisme et de la bourgeoisie dominante ; même pour les esclaves d'il y a deux mille ans et pour les serfs d'il y a mille ans, l'avenir paraissait tracé pour l'éternité. Mais le développement des forces productives, dans un cas comme dans l'autre et à un moment donné, a déchiré l'apparente immobilité de l'histoire ; alors est survenue la révolution bourgeoise qui a ouvert la porte à une société organisée universellement sur les mêmes lois économiques que le capitalisme ; une société qui ne pouvait faire d'autre que de produire, outre les techniques industrielles et le travail associé, **les prolétaires**, c'est-à-dire ceux qui produisent toute la richesse sociale, mais ne possèdent rien d'autre que leur propre force de travail qu'ils sont contraints de vendre contre un salaire s'ils veulent survivre. En substance, comme le dit le *Manifeste Marx-Engels*, « *la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie reste l'agent sans volonté et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers qui résulte de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a bâti son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs.* », précisément les prolétaires. Cette vision historique de la lutte des classes indique comment, matériellement, le développement des forces productives et leur révolution sont le moteur du développement des sociétés humaines ; il en a été ainsi jusqu'à la société du capital, il en sera d'autant plus

ainsi pour la société future, pour la société communiste dans laquelle il n'y aura plus de classes, mais seulement une société capable de jouir librement et rationnellement du développement des forces productives que la société bourgeoise, pour se maintenir en vie, est aussi obligée de détruire à chaque cycle de crise.

Le prolétariat a donc une tâche historique en tant que classe révolutionnaire, mais pour devenir une classe révolutionnaire, il doit briser les liens politiques et sociaux qui le lient au destin du capitalisme, à ses crises et à ses guerres. Cela signifie que, de classe **pour le capital** – comme la bourgeoisie veut qu'il reste, en utilisant tous les moyens pour qu'il en soit ainsi – le prolétariat doit devenir une classe **pour lui-même**, précisément une classe révolutionnaire. Le chemin est long et ardu pour que les prolétaires regagnent le terrain de la lutte classiste, mais c'est le seul chemin tracé par le développement des forces productives et l'histoire même de leur développement. C'est une voie s'ouvre seulement à condition de rompre avec la collaboration de classe, donc de lutter contre la concurrence entre prolétaires

### « Il Comunista »

N° 182 Maggio-Luglio 2024

#### Nell'interno

- L'ABC dei comunisti nella questione del parlamentarismo
- A che cosa sono servite le elezioni europee ? A intossicare di collaborazionismo i proletari d'Europa.
- Orgia di democrazia elettorale nel mondo borghese
- Guerra a Gaza, guerra in Ucraina, « economia di guerra »... Il capitalismo è guerra, guerra al capitalismo !
- Medio Oriente. « questione palestinese » e marxismo
- Dalle Tesi della Frazione Comunista sul parlamentarismo (maggio 1920) (Il Soviet, nn. del 6 e 27 giugno 1920)
- Nella continuità del lavoro collettivo di partito guidato dalla bussola marxista nella preparazione del partito comunista rivoluzionario di domani. (*Rapporti alla riunione generale di Milano del 18-19 maggio 2024*) : Corso dell'imperialismo mondiale. Petrolio e Medio Oriente
- Sulla guerra civile in Spagna 1936-39. Le origini del POUM
- Sulle "giornate d'azione anti-guerra" Praga, 24-26 maggio 2024
- Il capitalismo è sempre più armato. Bisogna combatterlo con la guerra di classe!
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: [ilcomunista@pcint.org](mailto:ilcomunista@pcint.org)

res : sans ce saut qualitatif, les prolétaires ne trouveront jamais leur propre voie de classe, la voie de leur propre émancipation du joug du capital. La lutte sera certainement longue et dure car la bourgeoisie s'opposera de toutes ses forces à la reprise de la lutte de classe du prolétariat : elle cherchera par tous les moyens de l'empêcher, de la détourner, de l'écraser parce qu'elle est parfaitement consciente que du développement de cette lutte naîtra la confiance du prolétariat dans sa propre force de classe et que, dans le développement de cette lutte, le prolétariat rencontrera son parti de classe, son guide politique et théorique sans lequel – comme cela s'est déjà produit dans l'histoire passée – le prolétariat sera désorienté, il perdra le sens et les objectifs réels de sa lutte de classe, il se fera embrouiller, et les défaites qu'il rencontrera inévitablement sur son chemin le démoraliseront à tel point qu'il repoussera encore, loin dans l'avenir, le rendez-vous historique avec son émancipation.

Contre la guerre actuelle en Ukraine ou en Palestine ou en tout autre lieu dans le monde, le mot d'ordre que les communistes lanceraient spontanément au prolétariat est : **défaitisme révolutionnaire**,

c'est-à-dire lutter contre l'enrégimentement des masses prolétariennes dans la guerre bourgeoise, pour déclencher la **guerre de classe**, la guerre contre la classe dominante bourgeoise. Le problème d'aujourd'hui est que le prolétariat, en général, dans n'importe quel pays et pas seulement en Ukraine, en Russie, en Palestine ou en Israël, où il est systématiquement massacré, n'a pas encore la force de lutter ne serait-ce que de manière classiste pour ses intérêts immédiats sur le terrain de la défense économique. Faute de cette expérience de lutte, faute de l'expérience d'organisation de classe et indépendante nécessaire non seulement pour mener la lutte de classe, mais aussi pour résister dans le temps sur ce front et développer une solidarité de classe avec les prolétaires d'autres secteurs et d'autres pays, il est illusoire pour le prolétariat ukrainien ou russe, palestinien ou israélien, britannique ou allemand, italien ou français ou espagnol, chinois ou américain, égyptien ou iranien ou de tout autre pays d'entrer directement en lutte pour sa guerre de classe, c'est à dire pour la révolution prolétarienne. Pour les communistes, la révolution prolétarienne est l'objectif historique de la lutte de classe

du prolétariat dans n'importe quel pays, mais les prolétaires – et cela vaut également pour les communistes eux-mêmes – doivent se préparer, ils doivent avoir une expérience directe, physique, avec toutes les erreurs inévitablement commises dans toute préparation à la lutte, ils doivent s'expérimenter avec leur propre force et connaître la force et les mouvements de leurs adversaires. Comme le disait Lénine, les prolétaires doivent s'engager dans la lutte classiste de défense immédiate parce qu'elle est une « école de guerre ». Cela ne signifie pas qu'il faille cacher les grands objectifs de la lutte révolutionnaire du prolétariat, ni encore moins les difficultés réelles pour les atteindre, ni bien sûr les difficultés objectives de la lutte de défense immédiate elle-même. L'ennemi de classe ne doit certes pas être surestimé, mais il ne doit pas non plus être sous-estimé. Toutefois, c'est le prolétariat, à commencer par ses détachements les plus combattifs et les plus sensibles à la lutte classiste, qui doit trouver la force de réagir de manière indépendante à la pression et à la répression bourgeoises, et en cela il ne peut être remplacé par aucun parti.

26/03/2024

## Le Pétrole, le Moyen Orient et l'impérialisme

( Suite de la page 1 )

le régime pro-américain du Shah d'Iran jusque là pilier de l'ordre impérialiste dans la région, faisait trembler les monarchies pétrolières du Golfe...

Ces événements démontraient le rôle crucial du pétrole moyen-oriental pour l'économie internationale et en particulier pour les grands pays occidentaux.

Au cours du vingtième siècle le pétrole et les produits pétroliers sont devenus une source d'énergie primordiale pour le capitalisme: représentant une énergie liquide et concentrée, peu chère car facile à produire, facile à transporter, à stocker et à utiliser alors que le charbon est difficile à produire et à manipuler, ils ont permis une croissance économique accélérée.

Le véritable moteur du capitalisme est le taux de profit; il se définit par  $p/c$  (plus-value) divisé par les dépenses:  $c$  (capital constant) plus  $v$  (capital variable = salaires):  $p/c + v$ . Le capital constant comprend les machines et installations, et les matières premières dont l'énergie est un élément irremplaçable. Tout ce qui permet une baisse du dénominateur (baisse des salaires, baisse du prix des matières premières, etc.) entraînera donc une hausse du taux de profit. (Le Capital, Livre III ch 14, 15).

Le capitalisme est en permanence à la recherche d'une source d'énergie

abondante, d'utilisation commode et surtout la moins chère possible car cela signifie frein à la baisse tendancielle du taux de profit ou accroissement du taux de profit (de là les investissements massifs lorsque apparaît la possibilité d'une découverte à se sujet comme lors de la ruée il y a quelques années autour du mirage de la «fusion froide», à savoir la possibilité de produire de l'énergie sur la base d'une réaction de type nucléaire «dans un tube à essai», c'est-à-dire en s'affranchissant des gigantesques et très coûteuses centrales nucléaires actuelles). Le pétrole a répondu parfaitement à ce besoin pendant les décennies où il était très peu cher; la hausse de son prix à la suite de l'épuisement progressif des gisements les plus productifs conduit maintenant à la recherche d'alternatives.

### LA RENTE PÉTROLIÈRE

Le Moyen-Orient concentre la plus grande partie des gisements pétroliers exploités à ce jour: 31% contre 24% pour l'Amérique du Nord, 19% pour l'Europe (surtout la Russie et la Grande Bretagne), 8% pour l'Asie, 8% pour l'Afrique et 6% pour l'Amérique latine en 2021, ce qui explique son importance dans la politique mondiale; de plus ce pétrole est de bonne qualité (pétrole dit «léger» qui est moins coûteux à raffiner alors que

les pétroles dits «lourds» comme celui du Venezuela nécessitent un raffinage plus complexe et donc plus onéreux) et il a les coûts de production les plus bas du monde. Les coûts de production sont des données jalousement gardées par les producteurs et nous n'avons trouvé que des estimations datant de dix ans environ; mais les choses n'ont certainement pas fondamentalement changé depuis, y compris pour ce qui est des variations du dollar, la monnaie américaine étant toujours celle utilisée jusqu'ici. Dans le tableau 1 on voit que le coût de production le plus faible est celui du Koweït avec un coût total (dépense en capital plus dépense opérationnelle) de 8,5 dollars le baril, suivi par l'Arabie Saoudite, l'Irak, les Emirats, l'Iran. Le plus élevé est celui de la Grande Bretagne (52,5) devant ceux du Brésil et du Canada. Pour le Koweït il suffit pratiquement de forer à une faible profondeur sans avoir besoin de pompes perfectionnées alors que pour la Grande Bretagne et le Brésil il faut des installations coûteuses en mer et pour le Canada le pétrole est produit à grands frais à partir des sables bitumineux.

Une autre estimation (**tableau 2**), datant de 2014, donne d'autres chiffres, mais en différenciant pour certains pays, selon l'origine du pétrole extrait: ons-

( Suite en page 14 )

## Le Pétrole , le Moyen Orient et l'impérialisme

( Suite de la page 13 )

hore (à l'intérieur des terres), offshore (en mer), shale (pétrole de schiste), sand (sables bitumineux), etc.

Marx explique le mécanisme de la **rente différentielle** qui fait que c'est le coût de production du terrain le plus mauvais qui détermine le prix de vente du produit: en effet si le prix de vente pratiqué sur le marché est inférieur au prix de production de ce terrain (compris le taux de profit moyen), le terrain n'est pas mis en production; si la demande n'est pas satisfaite les prix augmentent alors jusqu'à ce qu'il devienne rentable de mettre le mauvais terrain en production, répondant ainsi à la demande insatisfaite. Le propriétaire de ce terrain empêche le taux de profit moyen et les propriétaires des terrains plus rentables, vendant au même prix, empochent des profits supérieurs. Marx démontre aussi qu'existe une **rente absolue** découlant de la propriété privée du sol mais nous ne revenons pas ici sur ce point (Le Capital, Livre III, 6, ch 14).

Comme le pétrole est vendu sur le marché mondial, toutes choses égales, au même prix, et qu'il ne peut être remplacé sur le champ par une autre source d'énergie (on ne peut décider de faire voler les avions au charbon pour pallier à une hausse du kérosène, etc.), la loi de la rente décrite par Marx joue à plein. Le pétrole moyen oriental est la source de surproduits pharamineux attisant la convoitise de toutes les puissances bourgeoises et expliquant l'intervention en particulier des impérialismes dans cette région; surtout depuis la deuxième moitié du vingtième siècle on peut dire que le pétrole a été le facteur toujours plus important de ces interventions et de ces guerres.

Quand le besoin en pétrole diminue, les prix baissent, mettant hors jeu les producteurs ayant les coûts de production les plus élevés, notamment ceux qui exploitent des sources de pétrole «non conventionnelles» ou les fournisseurs d'«énergie alternative».

Il existe plusieurs facteurs qui agissent sur les prix de pétrole; si on laisse de côté les mouvements spéculatifs temporaires, ils relèvent des variations de la demande liées aux aléas de l'économie mondiale (une crise réduit la demande de pétrole; celle consécutive à la pandémie du Covid entraîna une baisse de 30% de la demande) et les variations de l'offre: une guerre ou des troubles affectant un pays producteur («révolution islamique» en Iran, guerre en Libye, etc) diminuent l'offre; les pays de l'«OPEP

plus» (avec la Russie) s'efforcent la plupart du temps de contrôler la production pour réguler les prix. Mais en 2020 éclata une guerre du pétrole entre la Russie et l'Arabie Saoudite, les 2ème et 3ème producteurs mondiaux: ulcérée du non respect par la Russie des accords de limitation de la production, l'Arabie Saoudite inonda le marché de pétrole, provoquant une chute sans précédent des cours (ils vont même être négatifs le 20 avril!) et mettant la Russie à genoux: étant donné que ses coûts de production sont beaucoup plus élevés toute son industrie pétrolière était menacée et elle capitula au bout d'un mois.

De l'autre côté la mise en pratique de nouvelles techniques ou l'exploitation de nouvelles sources, la mise sur le marché de nouvelles quantités de pétrole, etc., sont des facteurs augmentant l'offre. C'est ainsi que le gouvernement américain a autorisé depuis 2015 l'exportation de son pétrole, alors qu'elle était interdite pour des raisons de «sécurité nationale» depuis la crise pétrolière de 1975, et il met de temps à autre en vente ses stocks pétroliers stratégiques pour faire baisser les prix, en contradiction avec les intérêts directs des firmes pétrolières US: les intérêts du capitalisme dans son ensemble en dernière analyse priment sur les intérêts particuliers de ces dernières (dites «Big Oil»).

### EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION MONDIALES DE PÉTROLE

Depuis 1980 la consommation d'énergie dans le monde a doublé; la part du pétrole et des produits pétroliers est toujours la plus grande quoique en recul (39% contre 46%); la part du charbon est passée de 16% à 13%, celle de la «biomasse» (bois, etc.) de 15 à 13%, alors que la consommation d'électricité a augmenté de 11 à 21% – cette dernière étant à 36 % produite par le charbon, 22% par du gaz naturel, 15 % par des installations hydroélectriques, 10 % par des centrales nucléaires et 10% par des installations solaires ou éoliennes (chiffres pour 2021): on constate que les sources d'énergie traditionnelles dominant de façon écrasante par rapport aux dites nouvelles «énergies renouvelables» qui ne peuvent représenter une alternative sérieuse à court terme pour le capitalisme, en dépit des conséquences désastreuses pour l'environnement de l'utilisation des «énergies fossiles»: celles-ci conservent donc toute leur importance géostratégique.

Les **tableaux 3, 4 et 5** indiquent les pays producteurs, importateurs et exportateurs, dans ces 2 derniers cas avec des chiffres datant de plusieurs années. Ce qu'il faut en retenir c'est que les USA sont redevenus le premier pays produc-

teur (grâce au pétrole de schiste) devant la Russie et l'Arabie Saoudite; ils sont depuis quelques années un important exportateur de pétrole: en 2023 le pétrole serait même devenu leur premier poste à l'exportation (principalement vers l'Europe et la Chine); mais ils sont aussi (en 2022) derrière la Chine le deuxième importateur de pétrole dans le monde. Le pétrole qu'ils importent vient essentiellement du Canada, puis du Mexique. Selon les statistiques officielles la Chine a importé en 2023 son pétrole d'abord de la Russie puis de l'Arabie Saoudite et de l'Irak.

On voit que le Moyen Orient n'est pas d'une grande importance pour ce qui est du pétrole utilisé par les Etats Unis; et en fait plus de 75 % du pétrole exporté de cette région l'est vers l'Asie; la Chine en importait en 2020 plus de 40% de son pétrole, le Japon plus de 80%, la Corée du Sud près de 70%.

### LE «PIVOT VERS L'ASIE» D'OBAMA

Fin 2011 le président américain Obama annonça un changement d'orientation de la politique extérieure des Etats Unis: la priorité ne devait plus être le Moyen Orient mais la région Asie-Pacifique où le poids de la Chine ne cessait de grandir et apparaissait tendre à menacer la primauté des intérêts américains. Ce changement de cap se manifesta, entre autres, par le refus d'une intervention militaire directe contre le régime syrien (en dehors de la présence de militaires en Syrie dans la lutte aux côtés des Kurdes contre l'«Etat islamique» et la «sécurisation» de gisements pétroliers syriens) et la signature d'un accord sur le nucléaire avec l'Iran malgré l'hostilité d'Israël, de l'Arabie Saoudite et des Etats du Golfe (et de l'impérialisme français, cherchant à profiter de la brouille de ces derniers avec les Etats Unis pour pousser ses intérêts militaires et commerciaux dans la région), et, sur le plan intérieur, des Républicains.

L'administration Trump accentua cette politique anti-chinoise (tout en rompant avec l'approche «multilatérale» d'Obama) et au Moyen Orient elle continua le «désengagement» relatif américain en s'appuyant résolument sur Israël et l'Arabie Saoudite: dénonciation de l'accord avec l'Iran, processus de normalisation individuelle des Etats arabes avec Israël (accords d'Abraham) qui signifiait implicitement enterrer toute perspective de règlement négocié global de la question palestinienne, etc. Pendant plusieurs mois l'administration Biden s'employa à ouvrir la voie à un accord entre Israël et l'Arabie Saoudite dans la lignée de ces accords d'Abraham de Trump.

L'administration Biden suivit les orientations définies par Obama, en réaf-

firmant officiellement la prééminence de la région indopacifique pour les Etats-Unis: «aucune région n'aura plus d'importance pour le monde et tous les jours pour les Américains que l'Indopacifique» («Stratégie de sécurité nationale», octobre 2022). Mais la hausse du prix du pétrole imposa à Biden de revenir pratiquement dès le début de son mandat vers une autre région: le Moyen-Orient. Le président américain alla demander à l'Arabie Saoudite d'intervenir pour faire baisser les prix du pétrole en augmentant sa production (sans succès). Il déclara à cette occasion que «l'époque des guerres terrestres dans la région, des guerres où sont engagées d'importantes quantités de forces américaines est terminée»; mais «nous ne quitterons pas [le Moyen-Orient] ce qui laisserait un vide qui serait rempli par la Russie, la Chine ou l'Iran» (discours devant le Conseil de Coopération du Golfe, 15 juillet 2022).

Le pétrole du Moyen Orient est toujours d'une importance stratégique et en dépit du pivot vers l'Asie, plus de 40 ans plus tard la «doctrine Carter» guide toujours la politique de l'impérialisme américain.

## TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU 1

Coût moyen de production d'un baril de pétrole en 2015 (USD/baril)	
Source: statista.com/statistics/	
Pays	Coût total
Royaume-Uni	52.5
Brésil	48.8
Canada	41
Etats-Unis	36.2
Norvège	36.1
Angola	35.4
Colombie	35.3
Nigeria	31.6
Chine	29.9
Mexique	29.1
Kazakhstan	27.8
Libye	23.8
Venezuela	23.5
Algérie	20.4
Russie	17.2
Iran	12.6
Emirats arabes u.	12.3
Irak	10.7
Arabie saoudite	9.9
Koweït	8.5

TABLEAU 2

Coût de production pour un baril (USD), en 2014			
Source: <a href="https://knoema.com/infographics">https://knoema.com/infographics</a>			
Pays	Mode d'exploitation	Coût production	Coût transport
Russie	Artique	120	
	Onshore	18	12
Europe	Biodiesel	110	2
	Ethanol	103	2
Canada	Sables	90	15
Brésil	Ethanol	66	5
	Offshore	80	2
United States	Eaux prof.	57	
	Schistes	73	12
Angola	Offshore	40	
Equateur	Total	20	
Venezuela	Total	20	
Kazakhstan	Total	16	
Nigéria	Eaux prof.	30	
	Onshore	15	
Oman	Total	15	
Quatar	Total	15	
Iran	Total	15	
Algérie	Total	15	
Irak	Total	6	
Arabie saoudite	Onshore	3	2
Emirats arabes u.	Total	7	

TABLEAU 3

Production pétrolière, en millions de barils/jour, en 2024		
Source: <a href="https://fr.tradingeconomics.com/country-list/">https://fr.tradingeconomics.com/country-list/</a>		
Pays	Barils/jours	Date
Etats-Unis	13'154'000	2024-02
Russie	10'101'000	2024-01
Arabie saoudite	8'996'000	2024-04
Canada	4'594'000	2024-01
Chine	4'209'000	2024-01
Irak	3'891'000	2024-04
Brésil	3'519'000	2024-01
Iran	3'212'000	2024-04
Emirats arabes u.	2'917'000	2024-04
Koweït	2'413'000	2024-04
Kazakhstan	1'896'000	2024-01
Mexique	1'882'000	2024-01
Norvège	1'849'000	2024-01
Qatar	1'322'000	2024-01
Nigeria	1'281'000	2024-04
Libye	1'179'000	2024-04
Angola	1'084'000	2023-11
Oman	1'008'000	2024-01
Algérie	907'000	2024-04
Venezuela	878'000	2024-04
Colombie	774'000	2024-01
Argentine	670'000	2024-01
Royaume-Uni	633'000	2024-01
Inde	601'000	2024-01
Azerbaïdjan	595'000	2024-01

TABLEAU 4

Exportations de pétrole, en millions de barils/jour, en 2020	
Source: <a href="https://indexmundi.com">indexmundi.com</a>	
Pays	Barils/jours
Arabie saoudite	7'341'000
Russie	4'921'000
Iraq	3'092'000
Canada	2'818'000
Emirats arabes unis	2'552'000
Nigéria	2'096'000
Angola	1'782'000
Venezuela	1'656'000
Kazakhstan	1'409'000
Norvège	1'383'000
Mexique	1'214'000
Etats-Unis	1'158'000
Quatar	1'150'000
Oman	844'000
Algérie	756'000
Iran	750'200
Brésil	736'600
Colombie	726'700
Azerbaïdjav	718'800
Royaume-Uni	710'600

TABLEAU 5

Importations de pétrole brut et produits pétroliers, en millions de barils / jour, en 2020	
Source: <a href="https://indexmundi.com/">indexmundi.com/</a>	
Pays	Barils/jours
États-Unis	7'969'000
Chine	6'710'000
Inde	4'057'000
Japon	3'208'000
Corée du Sud	3'057'000
Allemagne	1'836'000
Italie	1'341'000
Espagne	1'325'000
France	1'147'000
Pays-Bas	1'094'000
Royaume-Uni	907'100
Thaïlande	875'400
Taiwan	846'400
Canada	806'700
Singapour	783'300
Belgique	687'600
Turquie	521'500
Indonésie	498'500
Pologne	493'100
Grèce	484'300
Biélorussie	46'800
Afrique du Sud	404'000
Suède	400'200
Australie	341'700
Brésil	297'700

## Sur les «journées d'action anti-guerre» Prague, 24-26 mai 2024

Un certain nombre de groupes, généralement de tendance anarchiste (comme Antipolitika des Balkans) et quelques révolutionnaires autoproclamés (comme Antipolitisch-Sozialrevolutionären Tendenz d'Allemagne), qui se réfèrent à l'internationalisme et à la lutte contre la guerre impérialiste, se sont réunis à Prague à l'occasion du « congrès anti-guerre » organisé par *actionweek.noblogs.org*, pour « confronter » leurs idées au sujet de la guerre, des moyens de s'y opposer, pour rechercher des bases communes de manifester leur opposition et stimuler ainsi les masses populaires et le prolétariat. Nous avions déjà évoqué cette initiative dans le numéro 181 de *il comunista*, notre organe de presse en Italie, en soulignant les aspects fondamentaux de la question « guerre ou révolution », que nous reprenons aujourd'hui après la fin du « congrès anti-guerre de Prague ».

L'appel à la « résistance à la guerre » et aux « pratiques anticapitalistes » est fondamentalement ce qui unit toutes ces organisations, sans aucune mention des objectifs historiques de la **classe prolétarienne** et de ceux de la classe dominante bourgeoise. La question centrale réside dans l'affrontement entre d'une part les défenseurs de la nation, des États et du capitalisme, et d'autre part la **classe sociale**, et dans l'antagonisme « entre les simples soldats et les officiers, entre les ouvriers et les patrons, entre le prolétariat et la bourgeoisie ». Une telle approche rappelle le concept ressassé de la société bourgeoise divisée entre « riches » et « pauvres », entre ceux qui sont soumis aux décisions du pouvoir central (les fameuses masses populaires, donc l'énorme majorité) et ceux qui détiennent le pouvoir central, c'est-à-dire l'État (la minorité des riches). Que ressort-il de ces formulations tout à fait génériques – sur lesquelles s'accordent la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie, les prêtres, les commerçants, les intellectuels, les politiciens de gauche et de droite, les sous-prolétaires, etc. ? Une plate-forme de lutte, une série de revendications, un programme politique ? Rien de tout cela. C'est l'« action directe » contre la guerre qui est invoquée, ne considérant toute guerre que comme l'expression d'une violence armée en tant que telle. Mais quelle action directe, de qui et par qui ? A ce Congrès, s'ouvrit donc un débat sur les actions à organiser et sur la manière de le faire, et, après avoir constaté que les actions individuelles de « résistance » à la guerre (fuite, désertion, corruption pour les mettre en œuvre, petits sabotages, etc.) ne les arrêtent pas mais aggravent par contre la répression de l'État, les débats finirent toutefois espérer les coordonner dans une perspective... toute à construire...

Toutes leurs paroles n'ont aucun lien avec la réalité historique de la société capitaliste, de sa formation historique sur la base du développement des forces productives et de la division de la société en classes ; elles n'ont aucune base historique entre guerre impéria-

liste et révolution, entre lutte de classe du prolétariat et révolution, entre révolution et guerre civile, entre prise violente du pouvoir politique, renversement de la dictature bourgeoise et impérialiste et instauration de la dictature du prolétariat et, bien sûr, ne font aucune mention spécifique du parti de classe du prolétariat qu'elles rejettent au contraire de manière générale, comme toute forme de parti.

Comme il convient à tout groupe qui se réfère plus ou moins directement à l'anarchisme, l'appel à « unir les forces » a été lancé dans le plein respect de « l'autonomie politique » de chaque groupe et de chaque individu. Comme il est écrit dans l'appel à participer à ce congrès, les promoteurs entendent rester bien séparés de tous les partis politiques, de toutes les structures étatiques et s'unir contre tous les États (1). En réalité, leur refus du parti politique et de l'État en tant qu'organismes centralisateurs se base sur le rejet par principe de toute autorité, donc aussi de l'autorité du parti communiste révolutionnaire et de la dictature du prolétariat exercée par le parti de classe. La seule « autorité » admissible à leurs yeux est celle de la « conscience individuelle », à laquelle on s'adresse pour convaincre chaque individu – après avoir constaté les horreurs des guerres, de l'exploitation et de la misère, et avoir décidé de s'y opposer – de manifester son désaccord, jusqu'aux actions de « sabotage », et en se regroupant dans l'action avec d'autres « consciences » individuelles, pour se libérer de l'oppression de toute autorité, de tout parti, de tout État.

Face à un prolétariat plusieurs fois vaincu dans l'histoire passée tant sur le terrain révolutionnaire que sur celui de la défense économique immédiate, replié sur lui-même et berné depuis des décennies, surtout dans les pays occidentaux du capitalisme impérialiste, par les renegades démocratiques qui reposent sur quelques avantages sociaux acquis grâce à l'exploitation bestiale des prolétaires des pays les plus faibles, ces fidèles actuels de la « conscience individuelle » et de l'action « directe » sont, au

plus haut niveau, les conservateurs de la théorie des vertus de la spontanéité prolétarienne, pourtant vaincue théoriquement et politiquement par le marxisme depuis l'époque de Proudhon et de Bakounine. Au lieu de regarder en avant, vers la révolution communiste selon le matérialisme historique et dialectique marxiste, ces nouveaux antimilitaristes et porte-drapeaux de l'anti-guerre ont fait mille pas en arrière par rapport au concept même de lutte des classes. En revanche, ce concept, la bourgeoisie l'a très bien compris et elle sait aussi par expérience historique que la classe sociale dont elle craint la révolution, la classe prolétarienne, ne pourra jamais atteindre sa victoire de classe en l'absence de l'influence et de la direction décisive du parti communiste révolutionnaire, que nous appelons simplement **parti de classe**. Pour nous, en effet, le prolétariat, à l'échelle mondiale, ne peut pas se passer d'une théorie révolutionnaire, d'une **théorie unique** de la révolution, d'un **programme politique unique** et d'un **parti de classe unique** dirigeant la révolution mondiale et la dictature de classe dans les pays où la révolution a abouti au renversement victorieux de l'État et du pouvoir politique de la bourgeoisie.

« *Le seul moyen de sortir du cauchemar des guerres et des paix capitalistes – conclut l'appel susmentionné – réside dans le réveil collectif : nous devons analyser et saboter toutes les machines de guerre, renverser ses représentants et reprendre notre pouvoir en tant que créateurs du monde.* »

Que les guerres et les paix capitalistes soient un cauchemar pour la grande majorité des peuples ne fait aucun doute ; mais croire que les guerres et les paix capitalistes ne sont que le produit de la « machine de guerre » mise en place par la bourgeoisie et ses États, sans tenir compte des déterminations économiques et historiques de la formation des classes et des États et de la lutte entre les classes, conduit inévitablement à éliminer sur des « actions de sabotage »

### El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 32 / Junio-Julio de 2024

- Guerra o revolución
- Para que el Primero de Mayo vuelva a ser un día internacional del proletariado que lucha por su emancipación de clase
- La mosca, vanidosa y presuntuosa... sienta cátedra
- A nuestros lectores: cuidado con los manipuladores
- Acerinox, lucha obrera y represión

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

qui ne chatouillent même pas les États bourgeois, tout en défendant un autre type de sabotage, celui-là réellement néfaste à la lutte du prolétariat, le sabotage de la lutte des classes, la seule lutte dont l'histoire a montré qu'elle était décisive si, dans sa perspective de reprise et de développement, les prolétaires se réorganisaient à partir de la défense de leurs intérêts de classe immédiats, la seule lutte qui permette aux prolétaires de se reconnecter avec la théorie de la révolution sans laquelle ils ne pourront jamais marcher vers l'émancipation réelle de l'exploitation par la bourgeoisie et vers la société sans classe, la société de l'espèce.

Pourquoi parlons-nous d'élucubrations ? Voici ce qu'écrivent les promoteurs de ces journées « anti-guerre » : « *Nous sommes intéressés aux moyens de saboter les guerres, de priver nos ennemis de ressources, de miner la capacité des États et de leurs armées à poursuivre les guerres* ». On oublie seulement que la guerre impérialiste n'est que la continuation de la politique impérialiste de chaque État bourgeois en lutte contre ses adversaires sur le marché mondial ; on oublie que la guerre par des moyens militaires n'est qu'une des manifestations du capitalisme impérialiste, comme l'est de même la paix impérialiste. Pour la bourgeoisie, les guerres qu'elle mène englobent la guerre de concurrence, la guerre commerciale, la guerre monétaire et financière, la guerre des frontières, la guerre idéologique : toutes ces guerres font partie intégrante de la guerre de domination de la classe bourgeoise qui, dans la phase impérialiste, se caractérise de plus en plus par un militarisme qui ne peut pas faire disparaître toutes les contradictions qu'engendre lui-même le mode de production capitaliste.

Dans chaque guerre, le fait que la bourgeoisie élève le nationalisme au rang d'idéologie de la défense de sa nation, de sa patrie, montre une contradiction supplémentaire : elle est nationaliste parce qu'elle lutte en tant qu'État contre la bourgeoisie d'autres États en concurrence sur le marché international, mais elle devient en quelque sorte « internationaliste » (2) en tant que classe parce que le développement du capital financier oblige toute bourgeoisie à entremêler son destin national avec le capital monopoliste et multinational ; elle est nationaliste parce qu'elle doit impliquer et enrégimenter son prolétariat dans la guerre pour défendre ses intérêts nationaux spécifiques en considérant toutes les bourgeoisies non alliées comme des ennemis, des agresseurs, mais elle devient « internationaliste » lorsqu'elle est confrontée au danger de perdre le pouvoir politique à cause de la lutte révolutionnaire de son prolétariat, même si elle fait la guerre à d'autres bourgeoisies

ennemies.

Pour les prolétaires révolutionnaires, être internationaliste, c'est être antipatriote et lutter contre le nationalisme dans toutes les situations, non seulement de guerre mais aussi de paix ; c'est tisser un réseau de solidarité et d'organisation de classe, c'est-à-dire anti-bourgeois et, bien sûr, anticapitaliste, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, mais avec un objectif bien précis : la révolution prolétarienne pour la conquête du pouvoir politique. Mais qu'est-ce que la révolution prolétarienne si ce n'est la guerre de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ? Une guerre de classe non violente, une guerre de classe qui ne soit pas un affrontement armé entre la classe prolétarienne et la classe bourgeoise, est-elle possible ? Les révolutionnaires prolétariens ne peuvent pas être contre la violence **tout court**, contre la guerre **tout court**. L'histoire des sociétés s'est développée à travers le développement des forces productives qui, à un certain point, a conduit à la division de la société en classes distinctes, les classes qui possédaient tout et les classes qui ne possédaient rien ou presque. C'est le développement des forces productives, et leur progrès, qui a conduit, au fil des millénaires, à la formation de sociétés qui ont toujours plus simplifié les rapports entre les classes, jusqu'à la société bourgeoise capitaliste qui se distingue non seulement par la formation des deux principales classes antagonistes, mais par l'universalisation du mode de production capitaliste qui fait que, partout dans le monde, le capitaliste est le capitaliste et le prolétaire, c'est-à-dire le travailleur salarié, est le prolétaire. Donc, l'internationalisme prolétarien, comme le soutient le marxisme, est représenté par une seule théorie révolutionnaire, une seule perspective révolutionnaire et un seul parti révolutionnaire qui représente, à l'heure actuelle, le but historique de la lutte des classes et la conscience de ce but.

La lutte de classe du prolétariat se développe historiquement dans la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique : c'est une guerre de classe et non une guerre impérialiste. Pour conquérir le pouvoir politique, il faut affronter la force armée de l'État bourgeois et les milices armées des patrons qui défendent leur propriété. Une fois le pouvoir politique conquis, on ne peut pas laisser debout l'État bourgeois avec toutes ses institutions, car elles continueraient à travailler contre la révolution prolétarienne : l'État bourgeois et toutes ses institutions doivent donc être détruits et remplacés par des organismes du pouvoir exclusif du prolétariat, c'est-à-dire l'État prolétarien (qui, comme le dira Engels, est un demi-État parce que dans la perspective de la ré-

volution communiste mondiale, l'État en tant qu'organe centralisé de répression des classes dominées s'éteindra avec l'extinction des classes), l'État des Conseils ouvriers ou d'autres organismes similaires que la lutte révolutionnaire elle-même engendrera au cours de son déroulement mondial.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire est nécessaire pour transformer l'économie capitaliste en économie socialiste, en économie communiste, et la dictature du prolétariat exercée par le parti communiste révolutionnaire est nécessaire non seulement pour réprimer les régurgitations et les tentatives de restauration bourgeoise (d'ailleurs, la bourgeoisie a fait exactement la même chose à l'égard du fédéralisme), mais aussi pour toutes les interventions despotiques nécessaires à la transformation de l'économie capitaliste, donc des rapports économi-

( Suite en page 18 )

## Proletarian

N° 21 (Spring-Summer 2024)

- Today's Terrorist Acts by Hamas, Like Yesterday's Acts by Fatah or Other Palestinian Guerrilla Organisations, Will not Bring an End to Israel's Oppression of the Palestinians in Gaza and the West Bank ...
- Against the Russian-Ukrainian Imperialist War, Only the Proletariat in Russia, in Ukraine and in Europe Can Respond with Its Class Struggle ...
- The Emancipation of Women Will Never Take Place in the Capitalist Society ...
- Antisemitism Is Part of Bourgeois Ideology
- War in Gaza, War in Ukraine, « War Economy »... Capitalism is War, War on Capitalism!
- Bangladesh. Against the Bestial Exploitation of Capitalism! ...
- Argentina: Milei's Victory Ensures Continued Misery and Intensified Repression of Proletarians
- **France Supplement: 2023**. The Fight Against Attacks on Pensions Reveals the Absolute Need for a Classist Orientation:
  - *The Struggle Against Pension Reform in France: Lessons from a Defeat*
  - *Class Methods, Means and Objectives: What Is It Actually About?*
  - *In the Face of the Failure of Trade Union Tactics ...*
  - *No to the Mystification of "Social Dialogue"!* ...
  - *In the Face of the Failure of the Pacifist and Legalist Orientation of the Collaborationist Organizations ...*
  - *The Government Continues Its Attacks While the Trade Unions Isolate and Sabotage the Struggles*

**Price per copy:** USA \$2 / CDN \$2 / £ 1,5 / € 1,5 / Latin America: US \$ 1,5 / CHF 3

## Sur les « journées d'action anti-guerre »

Prague, 24-26 mai 2024

( Suite de la page 17 )

ques et sociaux bourgeois basés sur la propriété privée et le mercantilisme, en une société socialiste et, enfin, une fois les classes et l'État éteints, en une économie communiste, à travers une série d'étapes de réorganisation de l'économie selon une programmation centralisée capable de prévoir les besoins réels de la société humaine. Un programme économique qui prévoit l'élimination de toute production inutile et nuisible, de tout gaspillage, l'utilisation des techniques de production les plus éprouvées afin d'alléger au maximum la fatigue humaine, l'implication de toute l'espèce humaine dans le travail en diminuant au maximum le temps de travail quotidien de chaque individu et en augmentant en progression géométrique le temps dont dispose chaque individu pour ses passions, pour l'approfondissement de ses connaissances, pour les divertissements et l'oisiveté. Le communisme n'est pas un imaginaire pays de cocagne, ce n'est pas le paradis sur terre, c'est simplement la société enfin humaine qui a définitivement vaincu la déshumanisation des sociétés de classes et dont les rapports avec la nature s'établiront selon une satisfaction matérielle des besoins de la vie sociale avec la réalité matérielle des forces et capacités de cette nature. Ce que les initiateurs de ces « journées d'action anti-guerre » réunis à Prague ont abandonné, c'est même le simple effort de comprendre la réalité de la société bourgeoise. Les partis politiques ont-ils échoué, les syndicats ont-ils échoué, les centres sociaux ont-ils échoué, les collectifs ont-ils échoué ? En somme, toute tentative d'organisation formelle de la lutte contre l'état actuel des choses – au-delà de leur approche démocratique, opportuniste, spontanéiste – est rejetée comme une expérience négative. Que faire alors de différent, de non-bourgeois, de non-capitaliste ?

Marche arrière : il y a les riches et les pauvres, les exploités et les exploités, bref, des individus, et si l'on parle encore épisodiquement de « classe », ce n'est pas du point de vue de l'histoire des sociétés, mais du point de vue de la classification de la masse humaine en couches sociales si chère à la statistique bourgeoise. Ces « actionnistes » très volontaires, mais complètement désorientés, ont réussi à remonter plus loin encore que les bourgeois de l'époque de Marx, qui avaient déjà découvert que la lutte des classes existait dans la société moderne. Il a fallu Marx pour comprendre que le développement histori-

que de la lutte des classes conduisait inexorablement à la révolution de la classe prolétarienne contre la classe dominante. Pourquoi la classe prolétarienne ? Parce que c'est la classe des travailleurs salariés – ceux sans lesquels le capitalisme n'existerait pas, ceux qui produisent tout ce qui constitue la richesse sociale, mais qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail que le capital exploite dans le seul but d'en extraire la plus-value. Travail salarié et capital sont les deux faces d'une même médaille, on ne peut garder l'un et supprimer l'autre, ils se combinent mutuellement, l'un domine et l'autre est dominé, mais ils ne « vivent » qu'en symbiose, fût-elle forcée. La révolution prolétarienne a pour tâche de détruire le pouvoir politique de la classe dominante afin de pouvoir intervenir par la force dans les rapports bourgeois de production et sociaux ; pour pouvoir changer le monde, il ne suffit pas de s'imaginer libre d'agir individuellement, encore moins de penser que le passage d'une société à l'autre se fera automatiquement par la mise en œuvre d'actes de sabotage et de terrorisme, comme si le bon résultat final était la somme d'un nombre indéterminé d'actes de ce type.

Il est incontestable que les expériences historiques des partis socialistes, sociaux-démocrates et communistes à ce jour ont été généralement négatives, mais ce n'est pas parce qu'il s'agissait de partis, c'est-à-dire d'organes politiques constitués sur une base théorique et programmatique définie. Les échecs ne sont pas dus au fait d'être ou ne pas être des partis politiques, mais au fait que dans la lutte que la bourgeoisie mène contre le prolétariat, elle utilise tous les moyens puissants qu'elle s'est donnés en tant que classe dominante, à commencer par l'État, la force armée, l'école, l'église et, enfin, le pouvoir économique qui lui permet d'exercer un chantage sur la classe prolétarienne en général et d'en corrompre des pans entiers en attisant la concurrence entre prolétaires. Les partis, les syndicats et tous les organismes sociaux sont influencés par la bourgeoisie parce qu'ils sont soumis à la pression de tous ces moyens. Comment le prolétariat échappera-t-il à l'influence de la bourgeoisie qui, entre-temps, est devenue beaucoup plus puissante qu'elle ne l'était aux XIXe et XXe siècles ? Certainement pas en se repliant sur l'individualisme, comme le suggèrent les promoteurs de ce « congrès », c'est en effet une autre façon de céder totalement à l'influence idéologique et pratique de la bourgeoisie dominante, et ainsi la façon la plus directe et la plus sûre d'être totalement entre les mains de la bourgeoisie.

La classe prolétarienne repose sur trois facteurs forgés par l'histoire de la lutte des classes : 1) le fait d'être indis-

pensable à la production capitaliste et à la valorisation du capital, à travers précisément l'extorsion de la plus-value que le capital opère dans chaque journée de travail du prolétaire salarié ; 2) le nombre toujours croissant de prolétaires à l'échelle mondiale ; 3) La théorie marxiste, forgée au milieu du XIXe siècle, qui ne s'est pas contentée d'interpréter et d'expliquer la réalité sociale, mais a déduit scientifiquement du développement inexorable des forces productives et des rapports de production eux-mêmes non seulement les caractéristiques spécifiques du capitalisme que même les bourgeois ne savaient expliquer, mais aussi l'évolution historique inévitable de la lutte entre les classes vers le dépassement nécessaire et violent de la société divisée en classes pour atteindre la société sans classes, le communisme.

Le prolétariat dans son ensemble est-il conscient d'avoir à s'appuyer sur ces trois facteurs ? Il est arrivé aux deux premiers, et il y est arrivé par l'expérience directe. La grève, si elle est organisée et menée avec des moyens et des méthodes classistes, pour la défense exclusive des intérêts immédiats prolétaires, affecte les rapports entre salariés et capitalistes, en causant des dommages aux capitalistes, et elle est en même temps plus efficace si elle est étendue à un plus grand nombre de catégories et de secteurs économiques. Le nombre et l'union sont une force dans la mesure où ils sont organisés et dirigés en fonction des intérêts exclusifs du prolétariat, excluant a priori la collaboration de classe avec les capitalistes et leur pouvoir politique, et ils constituent également la base de la solidarité de classe entre prolétaires de secteurs économiques et de pays différents. Ces deux premiers facteurs font partie de la lutte que le prolétariat a été et est poussé spontanément à entreprendre pour défendre ses conditions immédiates d'existence et de travail. Le troisième facteur est la théorie révolutionnaire, qui se fonde sur la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ; elle ne naît pas de la lutte immédiate du prolétariat, mais est le résultat de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au cours du XIXe siècle (Lénine), le siècle du capitalisme et de la révolution bourgeoise : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme utopique français. Le marxisme a fusionné le meilleur de ces trois parties intégrantes dans la doctrine du communisme révolutionnaire, surmontant toutes leurs limites, fournissant ainsi à la seule classe historiquement révolutionnaire que le capitalisme a créée, le prolétariat moderne, la conscience de son développement historique en tant que classe révolutionnaire, définissant matériellement les tâches que le prolétariat doit assumer non seulement pour sa propre émancipation de

classe, mais pour l'émancipation de toute l'humanité de l'esclavage du mercantilisme, de la propriété privée, et du pouvoir de classe lui-même.

Le marxisme est la science de la révolution et sa force ne consiste pas à s'appuyer sur une classe – comme l'a fait la bourgeoisie – qui, au sein de l'ancienne société, de l'ancien mode de production, a commencé à construire une économie plus avancée et sur laquelle se fondent ses revendications politiques de classe. L'économie bourgeoise s'est développée à l'intérieur des formes féodales en utilisant les formes existantes de la propriété privée et de l'État, en les adaptant à ses propres intérêts et en les révolutionnant lorsque ces formes ne correspondaient plus au développe-

ment des forces productives que le capitalisme avait déclenché grâce au travail associé et aux découvertes géographiques. L'économie socialiste ne pourra voir le jour qu'après avoir détruit le pouvoir politique bourgeois qui défend par la force le mode de production capitaliste. C'est pourquoi le prolétariat est obligé, historiquement, de faire d'abord la révolution politique anticapitaliste et seulement ensuite, grâce à la dictature de classe, d'intervenir dans l'économie capitaliste pour la transformer en économie socialiste et, finalement, communiste. Mais la conscience de ces objectifs historiques est représentée par un organe politique spécifique, le **parti de classe**, détenteur de la théorie marxiste, de la science marxiste. Rejeter le parti de

classe, donc le marxisme, signifie céder entièrement à ce que l'on considère à juste titre comme l'ennemi de tous les exploités, et faire son jeu antiprolétarien.

(1) Cf. <https://www.autistici.org/tridnivalka/aw/2024-congres-anti-guerre-prague-24-au-26-mai-2024>

(2) « Internationaliste » dans le sens où elle agit internationalement pour défendre ses intérêts, dans le sens formel où elle ne peut pas ne pas prendre en compte et se confronter aux conditions matérielles internationales du développement impérialiste du capitalisme et du danger que représente internationalement la lutte de classe du prolétariat.

## Suisse : Compte rendu de réunion de sympathisants – Avril 2024 La Révolution d'Octobre 1917, confirmation du communisme comme doctrine et programme de la classe ouvrière (1)

La Révolution russe est au centre historique des enseignements du communisme, que ce soit sur le plan de la lutte théorique marxiste, politique, programmatique, tactique que militaire, et sa connaissance fait partie des bases à acquérir pour assurer une parfaite compréhension matérialiste de la société capitaliste, de ses contradictions économiques et sociales, donc du chemin que doit suivre la classe ouvrière pour s'en émanciper et pour construire une nouvelle société, le communisme, qui, par l'abolition du salariat, bannit les rapports mercantiles en économie et donc les classes sociales.

Aborder cette question, passe d'abord par acquérir la connaissance de la réalité des modes de production, féodal et capitaliste, qui s'entremêlent et s'entrechoquent à l'aube du XXe siècle dans cette aire géo-historique russe, des faits économiques et sociaux matériels qui en découlent, et comprendre les répercussions politiques qui mettent à l'ordre du jour non pas une mais deux révolutions, la révolution démocratique d'une bourgeoisie par nature encline au compromis avec le régime de la Russie tsariste et la révolution socialiste qui portera la classe ouvrière au pouvoir. A la lumière du marxisme, c'est donc acquérir la connaissance de la lutte politique prolétarienne qui agit sur le déroulement des événements, projette la révolution dans un sens ou l'autre, la porte en avant lorsqu'elle est sous sa direction politique de classe – que représentait alors le parti bolchévique – ou, sous l'influence de l'opportunisme, de la conciliation et de la compromission, la conduisent à l'échec.

L'exposé ne va pas s'étendre aux trente-six facettes de la révolution rus-

se, ni prétendre analyser l'ensemble de tous les sujets affrontés par la révolution d'Octobre et de toutes les positions politiques du parti des bolcheviks guidé par Lénine, mais s'arrêtera plus précisément sur un point fondamental et nécessaire, celui de l'*intransigeance politique* qui doit guider toute l'action des communistes, des principes généraux à la tactique sur le terrain.

### LA RÉVOLUTION DOUBLE

Dans l'histoire du socialisme scientifique, en tant que confirmation de ses thèses fondamentales, la révolution d'Octobre revêt une importance extrême. Les thèses que Marx et Engels ont défendues âprement contre tous les représentants intellectuels bourgeois démocrates et contre tous les représentants autoproclamés de la classe ouvrière, commencent par celle très simple qui définit que l'histoire de la société humaine est l'histoire de la lutte entre les classes sociales et ces classes sociales sont elles-mêmes le produit des rapports de production qui caractérisent la société dans son état de développement historique. Marx, dans le *Manifeste* de 1848 commence d'ailleurs par ce constat : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes* ». L'évolution des rapports de production entraîne obligatoirement une évolution des classes sociales, donc leur apparition, leur renforcement ou leur disparition. A cette thèse principale de l'histoire, il faut rajouter que les intérêts de classes sont *inconciliables*, pas pour des raisons philosophiques, mais par la force des contradictions matérielles entre elles. Pour être précis, une conciliation, généralement momenta-

née, ne peut apparaître que lorsque deux classes, celle de l'aristocratie et celle de la bourgeoisie par exemple, rencontrent un ennemi commun, le prolétariat en l'occurrence, et s'unissent pour en venir à bout. Ce fut entre autres le cas en Russie.

Une fois comprises ces quelques lois fondamentales et en se fixant solidement sur elles, la révolution russe, qui génère une quantité de faits, d'événements, de courants politiques, qui se développent dans une grande complexité des classes sociales et de leurs rapports, devient d'une analyse plus simple et plus assurée. La révolution russe apparaît donc historiquement comme un objet compliqué et intriqué. Contrairement aux révolutions bourgeoises anglaise ou française – chacune avec ses particularités – qui ont été l'affrontement entre l'ancien monde féodal et le nouveau monde capitaliste, la révolution russe présente un tableau où s'entrecroisent les classes sociales issue des 3 sociétés différentes : le féodalisme – l'Empire du knout –, qui étend son pouvoir sur toutes les provinces, le capitalisme, qui se développe dans les centres urbains et le prolétariat industriel qu'il génère comme réservoir des forces de travail destinées à la production de plus-value mais, qui porte en lui la troisième société, celle du socialisme.

C'est pourquoi on définit la révolution russe comme une « révolution double ». La société russe à très grande majorité de population agricole, doit faire le saut du féodalisme à une société bourgeoise : c'est la première révolution. Par la force du prolétariat, organisé et bénéficiant de toute l'expé-

( Suite en page 20 )

## La Révolution d'Octobre 1917, confirmation du communisme comme doctrine et programme de la classe ouvrière

( Suite de la page 19 )

ce des luttes de classes du XIXe siècle, dont la Commune en France, et bien sûr des enseignements de Marx et d'Engels, la révolution en Russie ne devait pas se figer sur cette phase bourgeoise et démocratique, en reportant à plus tard la révolution prolétarienne quand les conditions seraient « mûres ». Celle-ci devait se plaquer par-dessus cette phase, avant que la révolution bourgeoise ne se consolide et ne s'organise contre les prolétaires. Le point central de la révolution est donc *comment* opérer ce placage de la révolution prolétarienne contre la révolution bourgeoise qui ne pouvait d'ailleurs qu'être timorée, puisque bourgeois et aristocrates avaient des ennemis communs à affronter : les ouvriers et la masse des paysans pauvres et asservis. Ce que les prolétaires, qui suivaient Lénine et les bolcheviks, ont compris de ce *comment*, c'est que la direction politique de leur mouvement de classe devait avoir le même tranchant que celui des intérêts inconciliables entre les classes dominantes et dominées. Elle devait avoir sa propre voie les plans politique, programmatique et organisationnelle, fermement indépendante de celle de la bourgeoisie et de celle de ses courtisans pseudo-socialistes ramenant sans cesse la classe ouvrière dans les griffes des classes dominantes ennemies. Sur tous ces trois plans, cela est d'autant plus vrai dans une révolution double où les revendications démocratiques, comme la terre aux paysans, l'initiative ne doit pas être laissées à la bourgeoisie et ses alliés les grands propriétaires fonciers, unis pour l'occasion contre les prolétaires et paysans, et dont le seul objectif est d'édulcorer à l'extrême, comme ils l'avaient fait fréquemment dans le passé, toute réforme agraire. C'est d'ailleurs cette alliance entre bourgeois et féodaux qui sera une des principales cibles de Lénine pour rallier les paysans pauvres à la révolution défendue par les bolcheviks, car eux seuls seront en mesure d'appliquer le programme révolutionnaire démocratique dans les campagnes, alors que la bourgeoisie ne fera que des réformes à l'avantage exclusif des grands propriétaires et de la noblesse terrienne.

Politiquement, la situation de révolution double a entraîné une vague de divagations et de dérapages spectaculaires dans le camp de ceux se réclamant du socialisme. La question qui ouvrit

un abîme entre les révolutionnaires procrastinateurs et les vrais révolutionnaires communistes se formalisait ainsi : la révolution double doit-elle suivre un processus par étape ? C'est-à-dire d'abord laisser se réaliser la révolution démocratique et le développement capitaliste qui renforcerait (numériquement !) la classe ouvrière et ensuite quand les conditions seraient – prétendument – plus favorables aux ouvriers, agir pour la révolution socialiste. Les tenants de cette vision étapiste expliquaient en effet qu'il fallait d'abord attendre que le capitalisme se développe en Russie, donc que la classe ouvrière se développe comme catégorie sociale, s'aguerrisse à la lutte et puisse se décharger des tâches démocratiques en attendant que la bourgeoisie ne les accomplisse – avant de passer à l'étape supérieure de la révolution prolétarienne en toute « pureté ». Cette théorie parfaitement défaitiste était en réalité un blanc-seing accordé à la bourgeoisie et donc la garantie de ne pas la perturber dans sa course au pouvoir. Il aurait donc fallu attendre que l'Etat bourgeois s'érige sur de solides fondations – sur un accord avec les grands propriétaires fonciers car ils ne pouvait en être autrement –, se renforce, consolide ses institutions politiques, économiques, policières, juridiques et militaires pour que le prolétariat soit « autorisé » à se mobiliser face à un Etat devenu bien plus puissant.

**Non !** répondra Lénine. La classe ouvrière russe est certes peu nombreuse en comparaison des pays capitalistes de l'Ouest, mais elle est concentrée dans les villes du pouvoir et du capitalisme, elle a une force de combat puissante et une extraordinaire capacité d'organisation. Cela fut démontré déjà lors de la Révolution de 1905. Ensuite la classe ouvrière des villes peut s'appuyer sur les paysans pauvres dans les campagnes car elle est la seule à défendre réellement leurs revendications face aux féodaux. Donc toutes les conditions étaient réunies pour permettre à la révolution prolétarienne de se développer avec l'objectif de la prise du pouvoir et de la dictature de classe, objectif d'autant plus réalisable que l'ébullition révolutionnaire dans les campagnes appuyait la révolution prolétarienne en élargissant son rapport de force hors des seules villes.

(La suite paraîtra au prochain numéro et abordera les chapitres : «1905: la répétition générale»; «De février à octobre 1917: l'assaut au pouvoir»; «Les enseignements politiques»)



Visitez notre site internet:  
<https://www.pcint.org>

### Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al «programa comunista»
- «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire»
- «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

### Correspondance :

**Pour la France :** Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas  
**Pour la Suisse :** Pour contact, écrire à l'adresse en France.

**Adresse e-mail :**  
[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

### SOUSCRIPTION PERMANENTE Troisième liste 2024

Aix: 20,00 / En souvenir de Lénine: 73,50 / Nicolas: 23,50 / Paris : 1100,00 / Victor: 20,00  
**Total liste : 1237,00**  
**Total général : 4687,50**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US \$ 3

«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 FS / USA et CDN: US \$ 2